« Anti-mondialisation »,
activisme
&
...capitalisme

(Partie I)

Mutines Séditions

Cette brochure est disponible à :

« Mutines Séditions » — *Cette Semaine* —
BP 275 — 54005 Nancy cedex
france

février 2001

Première partie : le spectacle est dans les rues

Deuxième partie : l' activisme « anti-mondialisation », stade suprême de l'intégration ?

Troisième partie : c'est arrivé près d'chez nous

Détruire le capitalisme et l'Etat ou les consolider

« *Je ne suis vraiment libre que lorsque tous les êtres humains qui m'entourent, hommes et femmes, sont également libres. La liberté d'autrui, loin d'être une limite ou la négation de ma liberté, en est au contraire la condition nécessaire et la confirmation. Je ne deviens libre vraiment que par la liberté d'autres, de sorte que plus nombreux sont les hommes libres qui m'entourent et plus profonde et plus large est leur liberté, et plus étendue, plus profonde et plus large devient ma liberté* »

Michel Bakounine,
notes du manuscrit qui fut nommé après sa mort *Dieu et l'Etat*, 1882

Le 30 novembre 1999 est devenu ce qu'il est aujourd'hui convenu de nommer « la bataille de Seattle ». Ce jour-là, les tentatives pour bloquer la tenue du sommet de l'Organisation Mondiale du Commerce ont pris la forme d'affrontements avec la police anti-émeutes et de destruction de commerces pour un coût de plusieurs centaines de milliers de dollars. Ce jour-là, les bataillons des partisans de l'action-directe non violente avaient quant à eux décidés de laisser la violence s'exercer directement contre eux-mêmes en s'enchaînant et s'asseyant malgré les coups, les gazages et les arrestations suivies d'incarcérations. Ces deux réalités — destructions et pillages, martyrologie du corps — ont cohabité, même si les seconds n'ont pu parfois s'empêcher de collaborer avec la police. Les syndicats étaient également venus avec leurs troupes, mais leur discours nationaliste bien rôdé n'a pu empêcher qu'une partie des prolétaires affiliés à leur gang n'aille se jeter dans la bataille.

Depuis, toutes ces pratiques semblent devenues un rituel, et les bouffons qui souhaitent régulièrement se réunir publiquement pour mettre en scène des décisions prises depuis longtemps sans eux, affrontent des manifestants par la médiation de leurs chiens de garde. Les conventions des partis républicain et démocrate américains, le sommet annuel du FMI, une réunion de chefs d'Etat et ministres européens, un colloque de décideurs planétaires, la visite d'un président américain, rassemblent à chaque fois les spécialistes de l'opposition citoyenne et les partisans du rapport de force immédiat, qui tendent à leur tour à devenir des spécialistes de la radicalité. Laissons directement tomber les premiers, dont la fonction si transparente est de se situer dans le cadre d'une *alternative démocrate* au capitalisme en jouant le rôle de pacificateurs sociaux, pour nous attacher aux seconds (au sein desquels évolue l'auteur de ces lignes).

La question de la « mondialisation », du « néo-libéralisme » et autres euphémismes pour qualifier le capitalisme et ses mutations ne nous intéresse pas non plus. Mondialisé depuis bien longtemps (1), ce dernier et l'Etat qui l'accompagne *nécessairement* nous écrasent chaque jour d'avantage et tendent non seulement à contrôler mais aussi à supprimer toute vie sur terre. Il ne s'agit pas là de nostalgie quelconque sur un état antérieur mythique mais bien de la question fondamentale de la vie, soit la réappropriation de soi *totale* par chaque individu et l'expression absolue de subjectivités qui ne prennent corps que dans l'échange. S'il est bien entendu que la libération individuelle effective de tous/toutes ne peut qu'être collective, il s'agit aussi dès à présent de s'attaquer au capitalisme et à l'Etat sans attendre de tout le monde s'y mette, en souhaitant comme Vaneigem il y a 30 ans que « *le primat de la vie sur la survie sera le mouvement historique qui défera l'histoire* » (2). Cette question est bien au cœur de notre lutte puisque si l'ennemi — la bourgeoisie — est bien identifiée, tout comme le système qui la produit — le capitalisme —, nous souhaitons interroger à l'occasion des grandes journées d'affrontement type Seattle la manière employée pour leur porter des coups. Car, sous peine de consolider ce que nous avons toujours l'*impertinence* de vouloir détruire, c'est notre désir de liberté qui doit s'exprimer à cette occasion comme en mille autres plus quotidiennes.

La liberté comme ennemie de la séparation se trouve d'évidence présente lors de ces affrontements. Lorsqu'elle ne se dissout pas dans un mouvement de troupeau qui lui fait perdre toute autonomie, c'est au contraire la force collective qui — par le jeu des affinités, y compris spontanées — lui permet de dépasser des séparations quotidiennes comme l'atomisation, l'impuissance, les hiérarchies (bien souvent implicites), la division du travail ou l'absence d'imagination. La griserie de ces moments, porte ouverte aux expressions concrètes du rapport de force qui s'établit, permet alors à la liberté de se matérialiser sous forme de *désirs en actes* à la fois négatifs (détruire tout ce qui peut l'être) et positifs, vers le dépassement des séparations. Mais ceci ne prend tout son sens, à savoir des attaques contre le capitalisme, que si une nouvelle séparation ne s'opère pas entre ces « grands moments » et le reste du temps. La liberté n'étant pas divisible, l'enfermer entre d'une part un quotidien dominé par l'impuissance ou la résignation et d'autre part des éruptions radicales et collectives, revient bien plus à consolider l'adversaire qu'à ouvrir des brèches. En effet, même dans le cadre d'un système dont on ne saurait briser seul les limites qu'en s'autodétruisant, la liberté qui peut trouver une expression plus complète bien que toujours partielle lors de ces affrontements, devient vite, de fait, un *artifice* si elle ne constitue à ces occasions un prolongement de luttes au quotidien. Cette critique se traduit dans plusieurs articles de cette brochure par celles des « révolutionnaires professionnels », « spécialistes » ou « activistes » / « militants ».

Ainsi, même si le rapport de force est bien moindre, c'est pourtant à partir de la survie de chaque individu qu'il s'agit non seulement de résister et de lutter mais aussi d'affirmer cette liberté, ses désirs, ses rêves et cette soif d'absolu qui ne saurait être limitée. Il ne s'agit pas d'attendre qu'un nombre suffisant de personnes se réunisse pour la matérialiser mais au contraire qu'elle plonge ses racines dans ce qui constitue chacunE, qui peut être du salariat ou de la débrouille, de la masturbation solitaire ou des fusions éphémères, de la location ou du squat, ... Il s'agit non seulement de la matérialiser à l'intérieur de sa survie (vols, sabotages, expropriations, pillages, amours, utopies, vandalisme, séquestrations, grèves, insultes, saccages, complots, incendies, écrits...) sans se leurrer sur les murs et les recoins de la prison

sociale, mais surtout de partir de soi pour développer des affinités et des luttes avec d'autres individus et non pas se contenter d'une posture d'individu atomisé qui se chercherait dans les hypothétiques « mouvements sociaux », partis, syndicats, groupes et sectes diverses.

Si la question de la liberté comme absence de séparations pose la question du prolongement entre le quotidien et ces affrontements collectifs ponctuels et radicaux, et celle de l'accomplissement *individuel* par rapport au groupe, qui s'impose alors comme une entité supérieure et forcément autoritaire plutôt que comme l'association toujours vivante entre des individus ; la question de la liberté par rapport à l'aliénation nous semble de la même façon conditionnée au système qui la produit. Répétons-le encore une fois, il n'existe pas d'alternative dans ce monde, nous en sommes tous/toutes prisonnierEs et toute tentative de rompre partiellement avec lui ne fera que le renforcer si elle n'arrive pas à dépasser ses propres limites, dont la moindre n'est pas celle de ses aspects *justement* partiels. A ce titre, on ne va pas pour autant se résigner à ne filer régulièrement que des coups de griffes sur la main du maître qui caresse comme il frappe, pas plus qu'on ne va s'empêcher d'améliorer notre survie, ce qui passe d'ailleurs par des luttes contre lui. Et si, lorsqu'il s'agit de briser les séparations, la démarche volontariste et profondément *humaine* consiste à avancer chaque fois que cela est possible vers plus de liberté, en matière d'aliénation il en va de même.

La lutte elle-même tend en effet à créer de nouvelles séparations tout comme elle produit sa propre aliénation. Si en novembre/décembre 1995 en france, l'une des forces du « mouvement » fut le sentiment collectif d'une force (le fameux « *tous ensemble !* ») et par là l'ouverture vers le champ des possibles, lorsque le masque qui cachait l'hétérogénéité du « mouvement » est tombé avec l'arrêt des grèves par la satisfaction partielle de revendications, les parties qui souhaitaient le continuer s'en sont retrouvées nues. Car on ne se bat pas ni par délégation, ni parce qu'on se retrouve « ensemble » mais bien parce que l'on a, individuellement et collectivement — sur un lieu de travail par exemple — des exigences qui, à un moment et pour dix mille raisons qui font l'histoire de la lutte des classes, doivent être satisfaites, sous peine de régresser encore plus. On était certes « ensemble », mais en laissant le « mouvement » se baser sur l'arrêt des transports collectifs, on se condamnait par avance à subir sa fin dès le début de toute reprise du travail dans ce secteur. Aujourd'hui, l'euphorie du « *plus rien ne sera comme avant* » s'est progressivement diluée dans la routine antérieure de l'exploitation et de la domination, avec en plus un ennemi qui — lui — s'est adapté et en a tiré des leçons pour mieux nous écraser.

L'aliénation, littéralement *être rendu étranger à soi* [entfremdung], fut claire dans ce « mouvement » par l'illusion d'un collectif aux intérêts pourtant contradictoires (qui n'a d'ailleurs trouvé sa synthèse que dans l'opposition à un bien vague « libéralisme ») qui a produit un effet de suivisme plutôt que de profiter de cette situation pour augmenter un rapport de forces dans notre quotidien, soit une convergence des luttes et pas des seules revendications. Elle l'est aussi au sein du « mouvement anti-mondialisation » qui reproduit des séparations autant qu'il détruit des marchandises. On peut par exemple penser à la division entre acteurs/trices et soutiens (avocats, porte-paroles, intellectuels bourdivins, « journaflics indépendants » comme *Indymedia*), acteurs/trices et spectateurs/ices (on peut penser aux populations locales ou du quartier), acteurs/ices et consommateurs/ices (en fonction des motivations). Mais il est vrai également que ce phénomène est propre à toute lutte et que leur succès est conditionné à leur propre dépassement. De même, il n'y a pas de « centre exclusif de résistance » ou de « subversion » et le mépris affiché par certains spécialistes de l'affrontement contre les « gens ordinaires » fait fi des luttes quotidienne invisibles au travail comme dans les quartiers, au niveau individuel bien souvent, et parfois collectif.

L'ensemble de ce qui précède, comme une sorte d'introduction à ce qui pousse nombre de *cœurs à vif* à s'engager sur le chemin de la destruction au gré des rapports de force, pose bien sûr aussi d'autres questions que la séparation, bien que celle-ci nous semble importante puisqu'elle contient toute la problématique de l'*action* et donc d'une partie de la vie, avec des prolongements comme ceux que l'Etat ne manquera pas de nommer « terrorisme » si le « mouvement » s'amplifie. La violence est de celles-là, tout comme la question du prolétariat.

Une des critiques, contenue dans les textes de cette brochure, concerne en effet ces affrontements comme étant le fait d'individus qui viennent là pour se faire plaisir, choisissant cette lutte à ce moment comme on choisirait une marchandise en supermarché en fonction de ses qualités supposées : y-aura-t-il du monde, connaît-on d'autres groupes prêts à s'affronter, quelqu'unE veut-il/elle écrire un texte pour justifier idéologiquement notre présence, faut que je déplace mes rendez-vous prévus, au fait c'est quoi le thème, ... ? Ces individus seraient détachés de tous les autres et migreraient au gré des rendez-vous que leur proposent les marionnettes en costard, ne choisissant ni les lieux, ni les moments, s'attachant aussi de fait à la publicité qui est faite avant. Ainsi, il y avait avant le sommet des chefs d'Etat de Nice en décembre 2000 dans le même coin, quelques semaines plus tôt, un sommet euro-méditerranée dont l'objectif était d'assurer à l'Europe de vastes zones dociles à sa périphérie, mais il est passé inaperçu, bien que tout aussi « important ». Cette médiatisation est notamment le fait des gauchistes qui choisissent de « mobiliser » en fonction de leur logique interne (comme avec les tentatives de trains gratuits), les anarchistes et radicaux se plaçant à chaque fois à la remorque de ces derniers, soit pour jouer la mouche du coche, soit même en servant directement leurs intérêts (sous forme d'épouvantail du type « *si vous ne nous écoutez pas, voilà ce qui arrive* »). Les « militants anti-mondialisation » seraient ainsi comme ces jeunes bourgeois branchés qui se baladent au fil des *rave party* à travers tout le pays, la différence résidant dans le type de plaisir recherché, entre des hormones synthétiques ou naturelles.

Bien entendu, derrière tout cela, c'est la question de l'appartenance de classe qui est posée, avec derrière la vision du « prolétaire authentique » enchaîné à son usine ou enfermé dans son immeuble, à tourner en rond à force de ne pas trouver un acheteur de sa force de travail. Mais le prolétariat est divers, et certainement pas définissable par le seul critère du salariat garanti. Cette vision oublie volontairement que la pratique du salariat est elle-même souvent intermittente pour beaucoup et qu'à moins d'être allocataires (bourse d'étude, subsides étatiques, pension alimentaire,...), ce qui n'en fait pas des riches pour autant, les différents systèmes de débrouille comme les vols ou les trafics peuvent facilement être assimilés à du salariat. La richesse supposée résiderait alors seulement dans celle de la disposition de temps, mais le fait d'être au chômage n'exclut pourtant pas soudainement l'individu du prolétariat ! De même, on

peut très bien se situer au sein du prolétariat, vu en tant de produit d'un rapport social (chaque individu a les mêmes intérêts au sein d'une classe et est, dans l'autre sens, exploité et dominé par l'autre classe), sans pour autant se revendiquer d'une identité collective, ou faire du prolétariat un « sujet historique » au-delà des individus.

Ce serait alors plutôt l'emploi de ce temps qui pousse ces critiques marxisants à dénoncer la participation à ces affrontements (avant Seattle, il y en eu bien d'autres comme le 18 juin 1999 à Londres ou en mai 1998 à Genève) comme séparée de tout contexte, les opposant aux émeutes qui se produisent régulièrement dans les quartiers ou les zones pauvres et qui sont l'œuvre de prolétaires en guerre contre leur oppresseur direct (le commissariat du coin, les équipements collectifs, les structures de l'Etat comme une école ou une Poste), bien loin du « tourisme radical ». Mais, d'une part, l'absence d'implantation fixe voire même de pays — il est parfois question de militants qui font par exemple un an de lutte contre les routes en Angleterre, puis un autre contre le nucléaire en Allemagne, etc. — n'en fait pas pour autant des « professionnels » si ils/elles vivent à l'endroit où ils/elles luttent, même de façon provisoire ; d'autre part, tout dépend de l'objectif recherché. S'il s'agit de profiter d'un rassemblement de personnes pour obtenir un rapport de force supérieur à celui du quotidien et ainsi de porter des attaques plus grandes contre l'Etat et le capital comme ruiner un projet précis, cela *s'entend bien*. Par contre, le problème réside bien plus dans la volonté affirmée de s'opposer au capitalisme dans son ensemble et dans celle de prétendre lutter en soutien avec d'autres personnes. A Paris, on peut ainsi voir des militants multicartes qui butinent de luttes en luttes, toujours « *en soutien à* », sur les sans-abris, les sans-papiers, les chômeurs, les prisonniers ... Or, on ne lutte jamais que pour soi-même, pour préserver sa liberté, ce qui n'empêche pas — au contraire — de rejoindre d'autres personnes en lutte, non pas pour apporter un soutien ou prendre le contrôle de ces luttes, même malgré soi, mais pour augmenter le rapport de force sur un point partiel, et ce dans le but de le dépasser pour l'élargir, toujours sur ses propres bases. De la même façon, les occupants d'une usine ont plus de chance de parvenir à leurs fins en en sortant ou en y faisant rentrer d'autres personnes plutôt qu'en s'y enfermant. Lors de la période des conseils ouvriers dans l'Allemagne des années 20, l'une des forces (ce ne fut pas toujours le cas) fut par exemple lorsque les ouvriers sortaient pour prendre les villes... et plus si affinités (3).

A ce titre, le danger de la séparation existe bel et bien lorsqu'il s'agit de luttes menées dans un contexte précis et que de nouvelles personnes les rejoignent (dans le cadre d'une lutte locale, le rapport entre gens du cru et arrivants est souvent conflictuel), mais cette critique ne saurait être valable pour des affrontements comme Seattle ou plus récemment Nice ou Davos, où l'objectif est clairement pour nous de faire le maximum de dégâts. Que le sommet se tienne ou pas a de toute façon bien peu d'importance puisque dans le système capitaliste, ces politiques et technocrates ont bien peu de pouvoir sur la marche de l'économie. Il n'y a pas de gigantesque complot des multinationales ou des réunions à guichets fermés de « grands dirigeants » du monde : il s'agit tout bêtement d'un système économique et donc social, le capitalisme, qui ne s'incarne ni dans les « 200 familles », ni dans l'un ou l'autre des patrons de la Silicon Valley !

Le second point de cette même critique sur le prolétariat réside dans la question de la production. S'il n'est pas question d'abattre le capitalisme lors de grand'messes rythmées par les affrontements contre la police ou la destruction de propriété, on ne saurait toutefois éluder dans ce but la question de la production, à la fois parce que cette question est *inévitablement* à l'ordre du jour (l'absence de la grande partie des travailleurs lors de ces événements) et parce le capital repose d'abord sur l'exploitation du travail au niveau planétaire. Mais de même qu'on ne saurait se passer de la prise et de la destruction (jusqu'où ?) de l'appareil de production et de fonctionnement de cette production (les moyens de communication par exemple, routiers comme informatiques), on ne saurait se passer d'affrontements armés dans les rues. A ce titre, des luttes qui partent de l'usine ou des rues sont forcément partielles et seul leur dépassement et leur jonction pourra commencer à menacer le capital. Quant aux individus, il n'est pas dit que ceux/celles qui se retrouvent dans la rue ne soient pas aussi des travailleurs, ni que parmi les luttes en usines certainEs n'en soient pas !

Enfin, la question de la violence fut également posée à partir de Seattle avec une dissociation immédiate des citoyennistes, en pratique (protection des biens, balance aux flics) et *en communiqués*. Des pratiques telles que celles du Black Bloc sont notamment décriées parce qu'elles imposeraient un mode de confrontation à des personnes qui n'en voudraient pas, c'est-à-dire un mode autoritaire d'action directe. La protection des cibles visées ou les attaques contre d'autres manifestants pour les livrer à la police, montrent les objectifs *réels* des uns et des autres, tout comme le verrouillage des manifestations. Les syndicats, pour ne prendre qu'un exemple, s'approprient ainsi des manifestations, sous prétexte qu'ils en sont l'organisateur. Cette privatisation de la rue au motif de rejet de méthodes d'individus *extérieurs* à ceux qui collaborent avec les Préfectures (les trajets sont par exemple négociés avec elle et signés nominalement) montre la nature réelle de ce qui doit s'y passer : intégrer le cadre démocrate de la protestation citoyenne : « *vous pouvez tout dire mais ne bronchez pas !* ». On arrive alors à des argumentations du type « *Notre groupe a décidé* (comment ?) *que ceci ou cela, et tout individu à côté ou en son sein ne doit agir contre cette décision* », ce qui se traduit par des attaques contre les « casseurs », « taggeurs » ou autres de la part des gauchistes ou des staliniens mais aussi parfois de la CNT-F ou de la FA (4). Ces auxiliaires de police, au même titre que les journalistes, refusent d'un côté une « violence imposée » et de l'autre la pratiquent contre ceux-là même qu'ils dénoncent ! Pour nous, il est évident que si manifestation il y a, toutes les pratiques sont possibles et par tous/toutes, le respect de ceux qui en refusent certaines est soit une complémentarité lorsqu'il y a objectif commun (comme un blocage de site, voir Prague), soit le départ de ces derniers, s'ils sont en désaccord ! La non-violence ne saurait pas plus s'imposer aux « violents » que l'inverse.

Quant à parler de « violence », elle est bien sûr légitime (et même si elle ne l'était pas, c'est *de toute façon* la voie que choisissent régulièrement les prolétaires dans la lutte de classe) face à nos ennemis, et de toute façon bien moindre que celle que nous subissons, y compris contre des personnes car il ne sera pas dit que les dommages soient toujours de notre côté. Un flic qui par exemple lance des grenades à tir tendu dans une foule connaît les conséquences de cet acte et s'ils ont choisi de défendre le camp des oppresseurs pour lesquels la vie ne vaut que comme marchandise jusqu'à épuisement et renouvellement de celle-ci, ils subiront les conséquences

de leurs choix. Il y a des moments où les médiations sont dépassées, l'antagonisme se fait direct, et, lorsque volent les cocktail molotov, il se peut très bien qu'un flic s'en trouve endommagé...

Lorsqu'on évoque « la violence » en manifestations ou lors de rassemblements comme Seattle, se pose aussi la question du virilisme, soit une violence physique masculine (qui peut être portée par des hommes mais aussi par des femmes, bien moins souvent) essentiellement démonstrative — ce qui n'exclut pas l'efficacité ! —, c'est-à-dire en se plaçant sur le seul terrain de l'affrontement militaire avec les flics. Les « vertus » qui l'accompagnent sont par exemple le courage, la vantardise, les insultes sexistes ou homophobes (« *pédé*», « *enculé* » ou autres qui remettent en cause la virilité de l'adversaire genre « *t'as pas de couilles !* »), soit tout un code de l'honneur tissé par le patriarcat qui construit à la fois un comportement masculin et un comportement féminin. Pour notre part, il n'y a pas de face à face qui tienne et doive être privilégié sur ce qui peut être nommé « lâcheté », comme l'attaque par derrière ou en surnombre. De même, la violence physique n'entre pas dans une échelle hiérarchique dont elle serait le sommet et les attaques contre les biens sont tout aussi intéressants (5), tout comme des sabotages qui valent bien des bastons (en prenant soin d'éviter la séparation constituée par *la spécialisation*, ce qui revient donc à privilégier la reproductibilité des actes) ou des jets d'objets divers et toutes autres formes plus imaginatives. Enfin, assimiler l'affrontement physique aux seuls hommes et femmes porteurs de valeurs masculines, c'est aussi contribuer à la reproduction du patriarcat, soit ici le cloisonnement en actes et comportements sexués. De la Commune de 1871 à la guerre de classe en Espagne en 1936-37, bien des femmes — malgré les problèmes que cela a pu poser à bien des hommes — ont pris le chemin des armes. C'est, au contraire, l'emploi exclusif d'une forme de violence par les seuls porteurs de valeurs du masculin ou du féminin qu'il faut éviter et dépasser par la réappropriation par toutes et tous de tous les moyens à notre disposition (6).

Pour finir sur la « bataille de Seattle », les victoires ne me semblent pas être forcément les plus spectaculaires — l'affrontement médiatisé et ritualisé comme un exutoire à l'impuissance quotidienne — mais sont plutôt qualitatives. On peut bien sûr se déplacer à ces rendez-vous au gré de ses désirs car ces moments là offrent aussi une perspective collective qui brise des séparations, même ponctuellement, mais la difficulté réside plutôt dans l'affirmation permanente de sa liberté, d'essayer de tendre toujours plus vers l'unité de soi, malgré les aliénations, et ce, dans le cadre d'une survie toujours plus pénible. Au travail comme dans son quartier, dans ses relations comme au gré de balades urbaines sans autre but que de se perdre, la lutte se construit autant à travers la conquête de soi — qui ne pourra être totale que lorsque tous les individus abattront les chaînes qui nous sont communes — dans des situations aussi diverses qu'inattendues, que par l'association, le complot avec d'autres individus. Ici, à travers le maillage territorial de l'Etat mêlé à celui du capital, comme ailleurs, poussé par l'envie de mettre en commun ses envies de construction/destruction avec d'autres pour les dépasser et *mettre ses utopies en actes*. Individuellement ou collectivement, au sein du prolétariat, nous luttons pour que la guerre de classe parvienne enfin à se nier elle-même pour détruire avec elle toute société (remplacée par l'association de groupes et communautés, plus ou moins étendues, associées ou isolées), pour qu'advienne un monde de femmes et d'hommes libres !

février 2001

(1) « *Par l'exploitation du marché mondial, la bourgeoisie a organisé la production et la consommation de tous les pays de manière cosmopolite. Au grand regret des réactionnaires, elle a enlevé à l'industrie sa base nationale* » constatait déjà Marx en 1848 dans *Le manifeste du parti communiste*.
(2) Raoul Vaneigem, *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations*, 1967, XXI « *Les maîtres sans esclaves* ».
(3) Sur ce point entre des prolétaires itinérants, qualifiés souvent de « bandits », et le choix d'occuper l'usine puis d'en sortir ou pas, voir par exemple Max Hölz, *Un rebelle dans la révolution (Allemagne 1918-1921)*, Spartacus, 1988.
(4) D'une part, l'auteur parle ici d'expérience vécue, d'autre part on en trouvera *un* exemple sur la Fédération Anarchiste dans *Cette Semaine* n°82, jan/fév 2001, p.14 et sur la Confédération Nationale du Travail - F (dite des Vignoles) dans *Cette Semaine* n°80, mai/juin 2000, pp. 17-19.
(5) Les personnes qui se placent au travers de notre chemin ne sont que des intermédiaires, plus que nuisibles dans leur fonction et à ce titre des ennemis envers lesquels la pitié ne s'impose pas, mais c'est bien la destruction des structures qui verra leur perte. A ce titre, ces ordures et leurs chefs se remplaçant *comme de rien*, ce sont bien ces dernières qui font l'objet de nos attaques. L'acharnement gratuit contre des personnes isolées relève souvent plus de frustrations à défouler que d'efficacité réelle.
(6) Pour commencer à sortir des genres, il faut d'abord en prendre conscience individuellement, pour y choisir ce qu'on en garde et ce qu'on souhaite jeter (et là, c'est pas gagné pour autant !). Ceci conduit *nécessairement* de lutter contre le patriarcat sur des bases autonomes : aux femmes de s'organiser de façon indépendante (comme par la non-mixité vue comme un moyen et non une fin, et sur des bases de classe), aux hommes d'entamer un travail de déconstruction personnelle. Et à tous deux de lutter ensemble pour la liberté de tous/toutes, car seule cette dernière permettra de sortir des constructions genrées, qui comme tout produit du capitalisme ne trouveront de solution définitive — seule satisfaisante — qu'avec sa destruction.

Le 18 juin 1999 se tenait à Cologne (Allemagne) un sommet du G8, le groupe censé réunir les huit « pays les plus industrialisés du monde ». Ce jour-là était aussi prévu pour être celui des anti-capitalistes partout dans le monde et, de fait, de la Corée au Nigéria ou en Biolérussie, et de San Francisco et Eugene (où Robert Thaxton, un anarchiste, a pris 7 ans de prison suite à l'émeute [1]) ou Londres, se sont tenues des manifestations. Dans la capitale anglaise, le rassemblement organisé par *Reclaim the Streets* a viré à l'émeute, provoquant des millions de Livres de dégâts, la plus importante depuis celles qui s'opposaient à la Poll Tax en 1990. Cette journée est souvent présentée comme le point de départ de la contestation « anti-mondialisation ». On constatera tout de même une évolution avec la centralisation des protestations comme ça allait être le cas pour Seattle en novembre 99 pour l'Amérique du Nord et en septembre 2000 pour l'Europe.

La manifestation du 18 juin dans la City à Londres contre le Sommet du G8 : une description vue de notre côté

La manifestation du 18 juin dans la City à Londres contre le Sommet du G8 fut étrange ! Ce fut probablement la plus belle émeute à Londres depuis celles contre la Poll Tax. Les flics ont totalement perdu le contrôle de la situation et ont reçu une bonne leçon, pendant que différentes boîtes comme McDonald's, des concessionnaires automobiles, des banques et le *Future Exchange* (la Bourse des marchés dérivés) ont été ravagés. D'après la presse, quatre flics ont été hospitalisés. La City fut couverte de graffitis anarchistes. Chaque fois que vous étiez avec une foule nombreuse en pensant que c'est super qu'il y ait tous ces gens, vous tourniez le coin et il y avait une foule encore plus nombreuse qui foutait le bordel !

La journée a commencé (pour moi) à *Smithfield Meat Market* vers 10h30. Il y avait une petite centaine d'activistes et quelques flics. Le marché débute d'habitude aux premières heures du jour et il y a normalement quelques personnes à cette heure là. Mais le 18 juin : toutes les entrées pour marchandises étaient fermées et les entrées piétonnes bien verrouillées. A la place, il y eu une manifestation sur *High Holborn* devant le quartier général de la *British Poultry Association* [Association anglaise des producteurs de volailles] avant d'aller vers les bureaux de l'*Imperial Cancer Research Found* [le Fonds impérial de recherche contre le cancer] sur *Lincoln's Inn Fields* en passant devant plusieurs McDonald's.

Après cela, la manifestation s'est retrouvée dans la City où nous avons rejoint d'autres activistes à *Liverpool Station*. Il devait bien y avoir des dizaines de milliers de personnes, remplissant entièrement les alentours de la station et les rues avoisinantes.

Il y avait des joueurs de batterie au milieu de la station et l'acoustique était excellente — on pouvait entendre le son exploser dehors malgré l'absence d'amplis. D'autres batteurs et des musiciens se trouvaient à l'extérieur en train « d'amuser les troupes » pendant que certains escaladaient les façades des banques et y accrochaient des banderoles.

Le temps était très chaud et beaucoup d'employés venaient pour goûter à cette atmosphère de carnaval.

Mais massés à l'arrière et dans les rues adjacentes, se trouvaient les nombreuses forces de l'Etat : la police londonienne de la City (qui agit uniquement dans le quartier des finances), la police urbaine et aussi la police du Kent [le comté où se trouve Londres]. A ce moment-là ils discutaient à propos d'une approche en douceur.

Les gens buvaient et il y avait certainement une consommation de drogues qui font rire. La situation était celle d'un baril de poudre qui baignait simplement (excusez la métaphore croisée) en attendant l'étincelle qui ferait exploser le tout.

Sur les routes aux alentours, devant, il y avait des lignes de flics anti-émeutes en cagoules, casques, costumes noirs et boucliers pour barrer le chemin. Après une heure environ, les gens ont voulu bouger vers la City et n'étaient pas très contents d'en être empêchés. Le déblocage de la situation s'est accéléré avec l'aide de la toujours très présente « bande d'alcoolos » (le fond de boissons des crusties, Spécial alcoolos/bière extra forte) et les flics furent bombardés avec des bouteilles et des canettes puis tout ce qui tombait dans nos mains.

Mais la maigre ligne des bleus ne voulait pas céder et la foule a chargé vers elle en entourant plusieurs véhicules anti-émeutes. La police a pris peur et a entamé une retraite rapide à l'intérieur du refuge précaire que constituait leurs véhicules. Certains sont montés dessus et ont commencé à danser et à sauter sur leur toit pendant que d'autres donnaient des coups de pied dedans et arrachaient les parechocs et les plaques d'immatriculation. Au bout d'un moment, la police décida qu'elle en avait assez et a fait marche arrière rapidement. Quelques personnes furent heurtées par leurs vans en fuite et une femme a eu recours à une ambulance et aux pompiers après avoir été traînée sous un véhicule anti-émeutes.

Après cela, les flics ont arrêté de tenter la méthode de la confrontation directe et ont surveillé à partir des bords alors que les vitrines se brisaient et que des graffitis apparaissaient soudainement sur les banques commerciales et les monuments publics.

Un McDonald's sur le chemin fut totalement ravagé par les activistes qui ont descendu chaque vitre, détruit l'intérieur et bombé des graffitis sur les murs à l'intérieur. Les

caisses enregistreuses furent aussi ramenées et brisées jusqu'à s'ouvrir sur la route pour que tout le monde puisse se saisir de l'argent.

Juste en bas de la rue se trouvait l'immeuble LIFFE où se tient une sorte de commerce d'actions. Les manifestants essayèrent de donner l'assaut à l'immeuble et le foyer fut totalement ravagé. La police a tenté d'intervenir mais le nombre de personnes qui s'opposait à eux les a obligé à battre en retraite. La sécurité a réussi à repousser l'envahissement total mais tous les échanges de cette bourse furent suspendus pour la journée. Quelqu'un écrivit en hauteur sur le mur de l'immeuble : « *Les banquiers sont des branleurs* ».

Après cela, un sound système a été mis en marche et des milliers de personnes ont dansé dans les rues. Quelques bouches d'incendie furent ouvertes et des jets d'eau giclaient en l'air. Un groupe de gens qui protestaient pour avoir le droit d'être nus en public se sont déshabillés au milieu de la foule. Un concessionnaire de Mercedes-Benz fut démoli un peu plus loin et une voiture fut enflammée par les manifestants.

Après quelques heures, toutes ces personnes ont bougé vers *Trafalgar Square* pour le « réclamer » aux royalistes avec le slogan « *Merde au mariage royal* ». Toute la place était remplie de hippies, de punks, de crusties, de ravers et d'anarchistes, où des jongleurs avec le feu et des tambours jouaient pour le plaisir. La colonne de Nelson fut remplie de graffitis anti-flics et anti-royalistes. Les gens sont restés là volontiers jusqu'au soir et que je sache, plus rien ne s'est passé.

Il y avait aussi pendant ce temps quelques petites actions dans la City comme des sittting devant différentes banques, des rassemblements contre la dette du Tiers-Monde et un rally en vélo le matin pour bloquer le trafic dans la City jusqu'à provoquer des embouteillages.

Quand je suis retourné le lendemain (samedi 19), les vitrines cassées étaient colmatées et les vitriers en train de travailler dur. Les nettoyeurs commençaient à effacer les graffitis sur les immeubles (il ne travaillent pas si rapidement dans nos parties de la ville !). La City est de toute façon déserte le samedi et le dimanche, les affaires du week-end n'auront donc pas été vraiment affectées.

Le *Evening Standard* (le journal quotidien de Londres) déclara dans ses premières éditions : « *Un sac de nœuds mais pas vraiment l'anarchie* ». Ils ont du réviser leur jugement dans leur édition du lundi a en croire les papiers des journaux de samedi.

En résumé, cette journée a dépassé mes plus hautes espérances, et néanmoins si plus de personnes s'étaient « équipées » proprement, il y avait le potentiel pour causer encore plus de dégâts. Mais à cause du temps extrêmement chaud, les gens n'étaient pas très masqués, aussi nous verrons si la police arrêtera des gens après coup en utilisant la videosurveillance.

S'il y avait d'autres manifestations de ce type, j'encourage toute personne à venir — c'est certainement un événement à ne pas rater, vous ne serez pas déçus !

Paul Q.
paul@laa01.freeserve.co.uk

(1) Robert Thaxton # 12112716 — OSP — 2605 State St. — Salem, OR 97310 — Etats-Unis.

[Ce récit, traduit de l'anglais pour cette brochure, a été publié sur a-news le 21 juin 1999]

Le jour où la City est devenue un champ de bataille

(...) Mais la fête a mal tournée après le déjeuner lorsque les manifestants ont marché sur *London Wall* et furent bloqués par la police. Trois véhicules de la police anti-émeutes furent immédiatement entourés, des manifestants dansant dessus. La police s'est retiré en vitesse, en écrasant une femme. Les manifestants se sont alors assis devant les véhicules. Un homme a été blessé après avoir heurté le capot d'un des véhicules.

A 16h, le restaurant *McDonald's* de *Cannon Street* a été envahi, les chaises ont volé, les vitrines furent brisées, des graffitis bombés sur les murs et la nourriture jetée dans la rue. Avoir avoir endommagé une Mercedes et une Jaguar, plusieurs centaines de personnes se sont introduites dans la *Futures Exchange*, brisant toutes les glaces dans le hall et abimant les escalators.

Alors que les échanges commerciaux du jour s'achevaient, 400 personnes ont été évacuées de l'immeuble. Le porte-parole de LIFFE (London International Finance, Futures and Options Exchange) a déclaré : « *On nous a conseillé de l'évacuer pour sauver des vies* ».

La Police a reçu de nombreux renforts et a tenté de repousser les manifestants derrière la Tamise. Une série de charges à cheval ont dispersé la foule. Alors que les gens bougeaient de là, des militants déterminés ont pénétré dans des appartements vides et en ont brisé les vitres pendant que la police investissait la *Normand Bank* où un petit feu commençait à prendre.

La bataille s'est durcie vers *Broken Wharf* et la *Upper Thames Street* avec plusieurs centaines de policiers anti-émeute chargeant toutes les minutes, à cheval et à pied. Une voiture fut mise en feu et il y eu encore plus d'atteintes à la propriété.

(...)

John Vidal and Libby Brooks, *The Guardian* [équivalent du *Monde*], samedi 19 juin 1999

Les événements du vendredi 19 novembre 99, la nuit de la visite de Clinton à Athènes, Grèce

Au départ, la visite était prévue pour deux jours seulement, les 13 et 14 novembre, mais elle fut reportée. Finalement, la visite de Clinton fut réduite à un petit tour de 24 heures le 19 novembre à Athènes, après sa visite en Turquie et sa participation au sommet de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe).

La manifestation contre l'ambassade américaine, prévue avant l'arrivée de Clinton, fut interdite par le gouvernement qui décida de créer un périmètre de sécurité comprenant une grande part de la ville d'Athènes et dans laquelle ne pouvaient pénétrer que les personnes munies d'autorisation, et ce durant tout le temps de la visite de Clinton. Les organisateurs de la manifestation, principalement le parti communiste grec, passé maître dans la manipulation des luttes et dans la coopération avec la police contre les jeunes incontrôlés et les anarchistes pendant les manifestations, protesta contre cette décision « anti-démocratique », déclara qu'il ne l'accepterait pas et garantit qu'il se chargerait lui-même de « contenir » les manifestants ! Leur position repose sur un anti-américanisme patriotique qui parle des intérêts nationaux de la Grèce contre la Turquie et présente l'ennemi comme n'existant que de l'autre côté de l'Atlantique, fabriquant ainsi une image de la Grèce comme une pauvre victime du nouvel ordre mondial. Des deux côtés du régime et de l'Etat, celui du gouvernement et de l'opposition constituée par le parti communiste (qui n'est en fait qu'une extension et un support du premier côté), il y a un besoin commun, celui de supprimer toute résistance réelle. Pour le gouvernement il est important de prouver qu'il a la capacité d'assurer la sécurité et d'imposer des ordres, pour les autres il est important d'incarner et de représenter une opposition simulée et manipulée (dans son contenu et ses méthodes), qui ne menace pas en fin de compte les intérêts de l'Etat grec mais qui au contraire suscite l'adhésion à ces derniers par le biais de « luttes ».

De l'autre côté, les anarchistes, les anti-autoritaires, la jeunesse, les prolétaires, les chômeurs, les exclus de leur nouveau monde, ceux qui souffrent et résistent à la réalité capitaliste qu'on leur impose, n'avaient aucune raison d'aller défiler spécialement contre l'ambassade américaine. Nous n'avions aucune raison d'en vouloir spécifiquement à Clinton et de pleurer sur l'interdiction de la manifestation, d'autant plus que tout ce qui représente, préserve et appartient au Nouvel ordre mondial allait nous entourer. L'impérialisme n'est pas uniquement situé aux Etats-Unis. L'Etat grec et le Capital sont aussi membres du bloc impérialiste et ils sont là : le développement de l'économie nationale, la puissance des entreprises, la répression contre les révolutionnaires et tous ceux qui résistent, le contrôle et la surveillance, la chasse aux immigrés, les relations autoritaires d'une société colonisée par l'Etat et l'existence d'une société d'exclus. La visite de Clinton était pour nous l'occasion d'occuper les rues, de détruire ce qui est une cible quotidienne, de révéler et ruiner le conflit factice qui était programmé entre les deux faces du régimes, un show qui serait dommageable pour ses deux côtés. Il s'agissait d'un moment supplémentaire de la lutte et une opportunité de présenter notre programme politique pour l'avenir : le feu. Notre cible était le centre d'Athènes, non pas un champ neutre mais bien un terrain hostile. Nous n'avions pas l'intention d'épargner notre rage à cette métropole avec ses immeubles et entreprises étatiques, ses quartiers commerciaux et financiers, ses symboles et ses gardiens. Nulle intention de respecter les « intérêts nationaux ». Nous ne ferions rien d'autre qu'être une fois de plus l'ennemi intérieur au cœur de la Bête, comme la seule façon de briser l'ennemi dans son apparition la plus exclusive, dans le pays où nous vivons, comme la meilleure façon d'envoyer un message de solidarité internationale à tous nos camarades qui luttent contre le Nouvel ordre de la domination et de la paix sociale à travers le monde, en Turquie, dans les autres métropoles européennes, aux Etats-Unis comme partout.

A environ 17 heures le 19 novembre, les gens ont commencé à se rassembler au centre-ville d'Athènes. Sur la place Syntagma, devant le Parlement, une forte concentration de forces de police stationnait pour interdire l'accès à la rue V. Sofias, qui donne sur l'ambassade américaine et la résidence présidentielle. Le rendez-vous pour les membres du Parti communiste se situait précisément place Syntagma. Un autre rassemblement de partis et organisations de gauche se tenait à Propilea, deux rues avant Syntagma. Leur idée était de marcher pacifiquement jusqu'au square Syntagma puis de rester derrière le rassemblement du parti communiste. Les anarchistes et les anti-autoritaires ont commencé à se rassembler également place Propilea, provoquant un sentiment d'insécurité parmi les gauchistes, qui aiment crier des slogans tels que « *L.A.-L.A.-fuck the USA* » mais ne ressentent pas la même chose à propos de ce qui se passe dans leur propre ville. Pour notre part, nous lancions des slogans comme « *la solidarité est l'arme du peuple — guerre à la guerre des patrons* » et des slogans en solidarité avec Nikos Maziotis, un camarade anarchiste en prison depuis janvier 1998 condamné récemment à une peine de 15 ans fermes pour avoir placé une bombe au ministère de l'Industrie et du Développement et qui a pris la responsabilité de cette action. Nous lancions aussi des slogans à la mémoire de Christoforos Marinos, un anarchiste assassiné par la police en juillet 1996. Sur certains bâtiments, il était marqué à la bombe : « *les rues nous appartiennent* ». En marchant vers la rue Stadiou, des anarchistes ont commencé à ramasser du matériel comme des pierres, des briques et des barres sur un chantier voisin.

(Comme nous l'avons dit précédemment, notre intention de brûler et détruire le centre commercial de la ville n'était pas liée à l'interdiction « anti-démocratique » de la manifestation, elle n'était pas non plus sur une quelconque « défense » face à la brutalité policière. Au contraire, on agissait dans une perspective politique antagoniste aux deux conceptions précédentes. Mais le fait que le parti communiste et le gouvernement aient été piégés par leurs propres négociations (comme si c'était une manière de prouver leur pouvoir) a créé une faiblesse passagère dans leur coopération. Le spectacle de la mésentente entre eux, qui fut justifié par les deux camps, ne leur a pas permis d'exercer une répression commune).

A 18h30, l'avion de Clinton a atterri à l'aéroport d'Athènes. Le parti communiste a envoyé environ une centaine de ses membres à une bataille perdue d'avance pour enfoncer les

troupes de la police anti-émeute qui gardaient le Parlement. La police les aspergea alors de gaz lacrymogène et ils s'enfuirent en courant. Les responsables du parti demandèrent alors à leurs milliers de sympathisants de s'asseoir par terre pour protester. C'est comme cela qu'ils espéraient que les choses se finiraient, de façon tranquille et insignifiante.

Deux rue plus loin, environ 200 ou 300 anarchistes et jeunes, portant des cagoules, armés de cocktail molotov et de pierre brisaient la vitrine de la première banque de la rue Panepistimiou. Un court instant plus tard, la banque était en feu. Dans les deux principales rues d'Athènes menant à Syntagma, Panepistimiou et Stadiou, et aussi dans les petites rues menant aux précédentes, au cœur du « quartier gouvernemental et commercial », les banques furent détruites une à une au son de slogans anarchistes. La banque centrale de Grèce et les banques étrangères ont été brisées puis brûlées, les magasins de luxe, les agences et les immeubles des grandes entreprises, les bijouteries, tous devinrent des cibles. Des barricades furent montées dans la rue Panepistimiou en utilisant des bennes à ordures et des cocktails molotov furent balancés sur la police anti-émeutes chaque fois qu'elle tentait d'approcher. Les rues s'illuminèrent grâce aux magasins en feu et les personnes attaquées se sont dispersées au loin. Un groupe de civils fut détecté et frappé sur place. La rue Panepistimiou fut occupée majoritairement par les révoltés. Sur la rue Stadiou, le bloc de gauchistes et les partis politiques battaient en retraite sous les gaz lacrymogènes dans la direction opposée de Syntagma, vers Omonia. Partout autour d'eux, des anarchistes détruisaient et mettaient le feu aux banques et aux magasins. Ils attaquaient aussi à coups de pierres le Ministère de l'Economie et les flics qui le protégeaient. Au bout d'une heure et parce que les deux rues étaient en feu, le bloc de gauchistes et de partis arrivaient à Omonia et les manifestants quittèrent la scène pour rentrer chez eux. Au contraire, les personnes qui se battaient avec la police et détruisaient le centre capitaliste se sont séparés en petits groupes dans différentes directions pour continuer ce qu'ils avaient à faire. Un groupe attaqua la Bourse des valeurs, des banques, et mis le feu devant la Bourse. Un autre groupe s'en alla rue Pireos et détruisit ou brisa avec des pierres et des barres de fer le Ministère du Travail, les bureaux du SYN (parti politique de centre-gauche), l'IKA (l'institut de sécurité sociale), l'OAED (équivalent de l'ANPE), et brûla des voitures d'Etat, une Mercedes appartenant à un diplomate, d'autres voitures de riches, plusieurs banques et magasins de ventes de voitures, une Poste. Loin du centre, ils attaquèrent un véhicule de police, où les policiers à l'intérieur furent bloqués un petit bout de temps. Un autre groupe s'en fut au square Exachia et mit le feu à des bennes à ordure, ce qui servit de diversion pour des forces de police qui avaient à chasser des gens dans tout le centre d'Athènes et son voisinage, incapables de les localiser tous vu qu'ils bougeaient constamment, laissant derrière eux « la terre brûlée ». Les émeutes prirent fin au bout de deux heures, laissant le centre d'Athènes désespérément ruiné en ayant causé des dommages aux principaux immeubles-cibles, politiques et économiques, en plusieurs endroits : rue Patision, rue Alexandras à côté de la Faculté d'Economie, mais aussi dans des banlieues éloignées du centre-ville.

La police a arrêté environ 40 personnes, la plupart d'entre elles membres de partis ou organisations et attrapées à l'intérieur de magasins où elles se servaient. Elles reconnurent les accusations mais furent libérées quelques jours après. Trois jeunes, non membres d'un parti politique, furent arrêtés et emprisonnés, précisément parce non-membres de ces organisations, et se trouvent maintenant dans une prison pour mineurs à l'extérieur d'Athènes (1).

La lutte contre l'Etat et le Capital continue. Solidarité avec les révoltés de Seattle et Londres.

décembre 1999

(1) Ils furent finalement libérés sous caution jusqu'au jugement, en janvier 2000.

[Ce texte, traduit en français pour cette brochure à partir de sa version anglaise, a été distribué sur a-news en décembre 1999]

Quelques jours après, une affiche couvrait les rues d'Athènes :

L'ordre règne mais ne fait pas la loi

« Autorités de la planète » — employés du capital multinational,
Représentants locaux du nouvel ordre mondial,
Patriotes anti-américains qui cherchent des parts de pouvoir à l'aide de manifestations pacifiques pré-électorales et d'affrontement simulés,
Gardes en uniformes du régime, banquiers et entrepreneurs,

TOUS SONT DES EXPRESSIONS DU MONDE CAPITALISTE ET ILS TOUS ONT UN ENNEMI COMMUN : CEUX QUI SE BATTENT POUR LA SUBVERSION SOCIALE, POUR LA LIBERTÉ

Vendredi 19 novembre, le jour de la visite de Clinton à Athènes. L'aspiration commune du gouvernement et des partis politiques est de contrôler les manifestations, pour maintenir l'ordre et préserver « les intérêts nationaux ».

Les anarchistes, les prolétaires et les jeunes se sont attaqués aux temples du capital et de la marchandise (la bourse du commerce, des ministères, des banques et des magasins de luxe) et aux gardiens de la classe dirigeante, ceci comme une action de résistance contre l'Etat grec et le Capital et précisément au bloc impérialiste auquel il appartient, comme une action de solidarité avec tous ceux qui se battent pour la liberté partout dans le monde, envoyant le message que LES PUISSANTS NE SONT PAS INVULNÉRABLES.

LA RÉSISTANCE AU NOUVEL ORDRE DE DOMINATION, CE SONT LES RÉVOLTES DE CLASSE !

Anarchistes solidaires

Communiqué d'une des sections du Black Bloc concernant les événements du 30 novembre 99 à Seattle

Le principal objectif de ce communiqué est d'éclairer le mystère qui entoure le Black Bloc et de rendre ses motivations plus transparentes puisque nos masques ne peuvent pas l'être.

Le 30 novembre 99, plusieurs groupes d'individus du Black Bloc ont attaqué différents objectifs dans le centre ville de Seattle. Parmi eux (pour n'en citer qu'une partie), on trouve : *Fidelity Investment* (principal investisseur dans le pétrole occidental, l'oppresseur de la tribu U'Wa en Colombie), *Bank of America*, *US Bancorp*, *Key Bank* et *Washington Mutual Bank* (institutions financières clés dans l'expansion des grands groupes), *Old Navy*, *Banana Republic* et *GAP* (entreprises familiales qui pillent les forêts du Nord-Ouest et exploitent les ouvriers dans des *sweatshops* [1]), *NikeTown* et *Levi's* (dont les produits hors de prix sont fabriqués en *sweatshops*), *McDonald's* (fast-food esclavagiste responsable de la destruction de forêts tropicales en pour en faire des paturages à bétail, responsable du massacre d'animaux), *Starbucks* (fabricant d'une matière première dont les produits sont récoltés par des paysans sous-payés et obligés de détruire leurs forêts), *Warner Bros* (monopole médiatique), *Planet Hollywood* (par le simple fait d'être ce qu'ils sont)...

Cette activité dura plus de 5 heures et entraîna la destruction de vitrines et de portes de magasins ainsi que la dégradation de façades. Des frondes, des distributeurs de journaux, des marteaux, des maillets, des pinces ont été utilisés pour détruire de façon stratégique la propriété privée et de pouvoir y rentrer (un des trois *Starbucks* et *Niketown* ont été pillés). Des jets d'œufs remplis de colorant, des boules et pistolets de peinture ont également été utilisés.

Le Black Bloc est un ensemble plus ou moins organisé de groupes et individus réunis par affinité qui se baladent dans le centre ville, attirés parfois par des devantures de magasins vulnérables et éminents, parfois par la vue d'un groupe de policiers. Contrairement à la majeure partie des activistes qui ont été gazés et atteints par des balles de caoutchouc à plusieurs occasions, la plupart des membres du BB ont évité les blessures graves en restant constamment en mouvement et en évitant la bagarre avec la police. Nous sommes restés groupés et nous regardions toujours derrière nous. Ceux qui étaient attaqués par les bandits fédéraux ont été rapidement libérés par des membres du BB, organisés et préparés. Le sens de la solidarité était impressionnant.

Les activistes "gardiens de la paix"

Malheureusement, la présence et la persistance de services d'ordre a été perturbante. Au moins à six occasions, des soi-disant activistes "non violents" ont attaqué physiquement des individus qui voulaient s'en prendre à la propriété privée. Certains sont même allés jusqu'à

se tenir devant la grand magasin NikeTown pour attaquer et repousser le BB. En fait, ces "gardiens de la paix" comme ils se nomment eux-mêmes ont été bien plus menaçants vis-à-vis du BB que les chiens de garde de l'État en uniforme, notoirement violents (des policiers ont même utilisé la couverture des activistes "gardiens de la paix" pour stopper ceux qui commençaient à détruire la propriété privée).

La réaction contre le Black Bloc

La réaction contre le BB a mis en lumière certaines des contradictions et des oppressions internes présentes parmi les "activistes non violents". En dehors de l'hypocrisie évidente de ceux qui se sont montrés violents avec des membres du BB (nombre d'entre eux ont été frappés bien qu'ils n'avaient pas l'intention de s'en prendre à la propriété privée), il apparaît aussi un racisme d'activistes privilégiés qui peuvent ignorer la violence perpétrée contre la société et la nature au nom de la propriété privée. L'attaque des vitrines a concerné et inspiré beaucoup des personnes parmi les plus opprimées de la ville de Seattle, et ce bien plus que n'importe quelles marionnettes géantes ou costumes de tortues de mer (ce qui ne remet pas en cause leur utilisation par d'autres groupes).

Quelques mythes à propos du Black Bloc

Voici un petit quelque chose dont l'objet est d'aller à l'encontre des mythes qui circulent à propos du Black Bloc :

1. « *Ils sont tous des anarchistes d'Eugene* ». Bien que certains soient effectivement des anars de Eugene, nous venons pour le reste de tous les Etats-Unis, y compris Seattle. Dans tous les cas, la plupart d'entre nous connaissent les environs (par exemple, la récente occupation du centre ville par certains des plus infâmes commerçants multinationaux).

2. « *Ils sont tous adeptes de John Zerzan* » [2]. De nombreuses rumeurs courent, qui nous présentent comme des adeptes de J. Zerzan, un auteur anrcho-primitiviste de Eugene qui prône le destruction de la propriété. Bien que certains d'entre nous apprécient ses écrits et analyses, il n'est en aucun cas notre leader, directement, indirectement, philosophiquement ou d'une autre manière.

3. « *Le grand squat public est le quartier général des anarchistes qui s'en sont pris à la propriété le 30 novembre* ». En réalité, la plupart des personnes du squat 'Zone autonome' sont des habitants de Seattle qui ont passé la plus grande partie de leur temps, depuis l'ouverture le 28, à l'intérieur du squat. Bien qu'ils puissent se connaître, les deux groupes ne font pas un et en aucun cas les gens du squat ne doivent être considérés comme s'étant attaqués à la propriété.

4. « *Ils ont transformé un manifestation pacifiste en une guerre ce qui a mené au gazage des manifestants non violents* ». Notez que les tirs de grenades lacrymo, les jets de

poivre et les tirs de balles en caoutchouc ont tous commencé avant les actions du BB. En plus, nous devons aller à l'encontre d'une tendance qui établit une relation de cause à effet entre la répression policière et la protestation sous toutes ses formes, qu'il s'agisse de s'attaquer à la propriété ou non. La police a chargé dans le but de protéger les intérêts de quelques possédants et ceux qui s'attaquent à ces intérêts ne peuvent être accusés de violence.

5. Inversement : « *Ils ont agi en réponse à la répression policière* ». Bien que cela puisse constituer une meilleure image de ce qu'est le BB, c'est faux dans tous les cas. Nous refusons d'être désignés comme une simple force de réaction. Bien que la logique du BB puisse échapper à certains, c'est dans tous les cas une logique en faveur de l'action.

6. « *Ils sont un groupe de jeunes garçons en colère* ». En dehors du fait que dire cela revient à faire preuve de condescendance de l'âge et de sexisme, c'est faux. La destruction de la propriété n'est pas une libération fondée sur une agitation machiste et nourrie de testostérone. Ce n'est pas non plus une colère réactionnaire et en décalage. C'est stratégiquement et spécifiquement de l'action directe dirigée contre des intérêts privés.

7. « *Ils ne recherchent que la bagarre* ». C'est proprement absurde et c'est une façon commode d'ignorer l'ardeur des activistes "gardiens de la paix" à nous attaquer. De tous les groupes engagés dans l'action directe, le BB était peut-être le moins enclin à provoquer les flics et nous n'avions certainement aucun intérêt à nous battre contre les autres militants anti-OMC (malgré de grands désaccords dans la tactique à mener).

8. « *C'est un groupe chaotique, désorganisé et opportuniste* ». Bien que nombre d'entre nous pourraient passer des jours à discuter du terme chaotique, nous n'étions certainement pas désorganisés. L'organisation est peut-être apparue comme fluide et dynamique, mais elle était serrée. Quant à l'accusation d'opportunisme, il serait difficile d'imaginer qui parmi tous ceux qui participaient n'a pas essayer de tirer avantage de l'opportunité créée à Seattle et d'avancer ses idées. La question devient alors : avons-nous créé cette opportunité ?... et la plupart d'entre nous l'ont certainement fait (ce qui mène au mythe suivant).



9. « *Ils ne connaissent rien à ce qui se passe* » ou « *Ce ne sont pas des militants qui s'intéressent à la question* ». Bien que nous ne soyons pas des militants professionnels, nous avions préparé ces actions depuis des mois à Seattle. Certains ont réfléchi chez eux, d'autres se sont rendus à Seattle plusieurs mois à l'avance pour se préparer. Il est certain que nous revendiquons la présence de centaine de personnes sorties dans les rues le 30 novembre : seule une petit partie n'avait rien avoir avec le BB. La plupart d'entre nous avaient déjà réfléchi aux effets de la mondialisation de l'économie, du génie génétique, du pillage des ressources naturelles, des transports, des conditions de travail, de la suppression de l'autonomie des indigènes, des droits des animaux et des hommes et nous faisons des actions sur ces thèmes depuis des années. Nous ne sommes ni mal informés ou inexpérimentés.

10. « *Les anarchistes masqués sont anti-démocratiques et camouflés parce qu'ils veulent cacher leur identité* ». Bon, soyons clairs (avec ou sans masque), nous ne vivons pas actuellement en démocratie. Si cette semaine n'a pas rendu les choses très claires, laissez-nous vous rappeler que nous vivons dans un État policier. Il y a des gens qui disent que si nous étions sûrs de ce que nous avons raison, nous ne nous cacherions pas derrière des masques. Cela sous entend que La vérité vaincra. Si c'est un juste et noble but, cela ne marche pas dans l'actuelle réalité. Ceux qui menacent sérieusement les intérêts du capital et de l'État seront persécutés. Certains pacifistes voudraient nous voir accepter cela joyeusement. D'autres nous diraient que c'est un sacrifice qui en vaut la peine. Nous ne sommes pas aussi moroses. Nous ne croyons pas que nous avons le privilège d'accepter la persécution comme un sacrifice : la persécution est pour nous quotidienne et inévitable et nous tenons à nos maigres libertés. Accepter l'incarcération comme une sorte de flatterie est l'apanage d'un privilège d'"occidentaux". Nous pensons qu'une attaque de la propriété privée est nécessaire si nous voulons reconstruire un monde qui soit utile, sain et joyeux pour tous. Et ce malgré le fait que les droits concernant la propriété privée sont surabondants dans ce pays et font passer toute destruction de propriété supérieure à 250 $ pour un crime.

Sur la violence de la propriété

Nous affirmons que la destruction de la propriété n'est pas un geste violent si cela ne met pas en cause de vie ou n'entraîne aucune blessure.

La propriété privée - en particulier la propriété privée collective - est infiniment plus violente que toute action portée à son encontre. On doit distinguer la propriété privée de la propriété personnelle. En effet, la seconde est basée sur l'usage alors que la première est basée sur l'idée d'échange. L'intérêt de la propriété personnelle est que chacun d'entre nous dispose de ce dont il a besoin ou désire.

Dans une société fondée sur le droit de la propriété privée, ceux qui ont la possibilité d'accumuler plus que les autres disposent de plus de pouvoir. Par extension, ils exercent un contrôle plus important sur ce que les autres perçoivent comme des besoins et des désirs, en général pour accroître leur seul profit personnel. Les défenseurs du "libre échange" prolongent ce raisonnement jusqu'à sa conclusion logique : un réseau de quelques monopoles d'industrie disposant d'un pouvoir total sur la vie de toutes et tous. Les défenseurs du "commerce équitable" souhaiteraient que ce processus soit tempéré par un contrôle des gouvernements dont le but serait d'imposer superficiellement des normes de base en matière de droits humains.

En tant qu'anarchistes, nous récusons ces deux positions. La propriété privée - et le capitalisme par extension - est intrinsèquement violente et répressive et ne peut donc être ni réformée ni atténuée. Que le pouvoir de toutes et tous soit dans les mains de quelques groupes ou réparti par un système de régulation dont le seul but est d'atténuer les désastres causés par les précédents, personne ne peut être libre comme ce serait le cas dans une société sans hiérarchie. Quand nous brisons une vitrine, notre but est de détruire le vernis de la légitimité qui recouvre la propriété privée. Dans le même temps, nous exorcisons toutes les formes de relations violentes et destructives qui imprègnent tout autour de nous.

En "brisant" la propriété privée, nous transformons sa valeur d'échange limitée en une valeur d'utilité plus large. Une devanture brisée devient un trou laissant passer de l'air frais dans une atmosphère oppressive, celui de la vente de marchandises (au moins jusqu'à ce que la police ne décide de lancer des lacrymos sur une barricade toute proche). Un distributeur automatique de journaux devient un outil pour percer de tels "trous", ou un petit blocus pour revendiquer l'espace public ou nous donner un avantage sur le terrain. Une benne à ordures empêche les flics anti-émeutes d'avancer et devient une source de chaleur et de lumière.

Une façade d'immeuble devient un tableau sur lequel on peut écrire des idées en vue d'un monde meilleur. Après le 30 novembre, beaucoup de gens ne regarderont plus une vitrine ou un marteau de la même manière qu'avant. Les utilisations possibles de l'espace urbain se sont multipliées par 100. Le nombre de vitrines éclatées est ridicule comparé au nombre de vies brisées - vies bousillées par l'hégémonie qui nous écrase et qui nous pousse à oublier toutes les violences commises au nom de la propriété privée et tout ce qui serait possible si elle n'existait pas.

Les vitres brisées peuvent être rebouchées (avec un gâchis en bois toujours plus grand) et éventuellement remplacées, mais le fracas de notre arrogance et de nos espoirs persistera heureusement pour quelque temps.

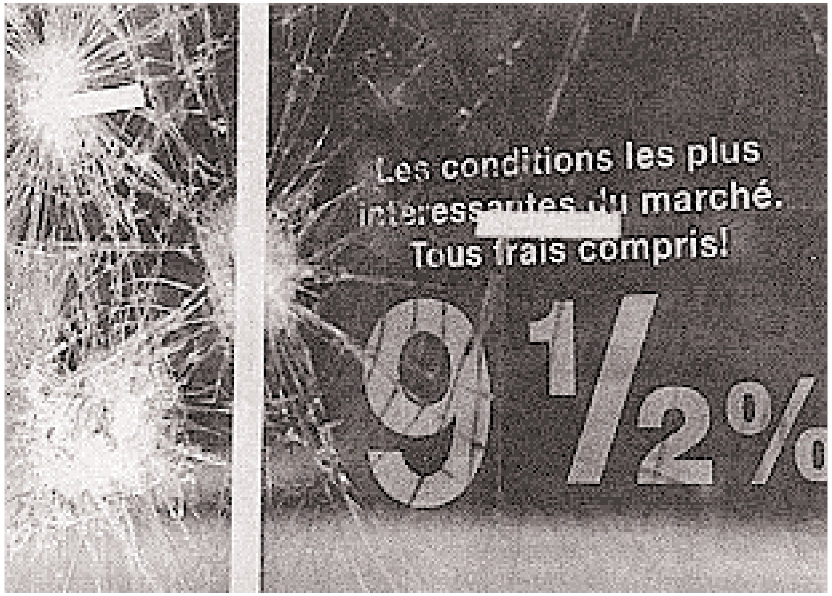
Contre le capital et l'État

Le collectif ACME
5 décembre 1999

NB : ces observations et analyses sont énoncées par le collectif ACME et ne doivent pas être jugées représentatives du reste du BB ou de toute autre personne qui aurait participé à l'émeute ou à la destruction de la propriété le 30 novembre.

1 *Sweatshop* : Littéralement « *usine à sueur* ». Il s'agit par exemple des usines installées dans les *maquiladoras*, ces zones franches situées à la frontière américano-mexicaine. Par extension, notamment en Asie du sud-est, il s'agit d'entreprises où les conditions d'exploitation sont particulièrement ignobles.
2 NDLR : On peut, par exemple, se reporter *Aux sources de l'aliénation*, l'Insomniaque, octobre 1999, 128 p. et à *Futur primitif*, l'Insomniaque, décembre 1998, 94 p.

[Texte traduit de l'anglais et publié dans *Cette Semaine* n°79, février 2000, pp. 14-16]



Tout à prix cassés, lors de l'émeute contre l'OMC à Genève en mai 1998

Le texte ci-dessous a été rédigé par des communistes des conseils américains. Ils répondent ici à un appel lancé par des anarchistes avant les manifestations de Washington du 15 au 17 avril 2000 en vue de constituer un bloc anti-capitaliste révolutionnaire. Chacun se rassemblant tout en conservant ses propres bases, il y a notamment des points de convergence qui se dessinent, qu'il s'agisse de refuser les bureaucrates (syndicats, ONG) et les réformes des institutions préconisées par les associations citoyennes. Ainsi, l'opposition aux FMI/OMC/Banque Mondiale ne peut que se fonder sur des bases de classe. Explications.

Appui à l'appel pour un bloc anti-capitaliste révolutionnaire

Récemment, un certain nombre de groupes anarchistes ont lancé un appel pour la constitution d'un Bloc anti-capitaliste révolutionnaire en vue des manifestations contre le FMI à Washington DC. Pour ne pas se limiter à former un «black bloc» anarchiste, ces militants ont étendu leur appel aux autonomes, aux libertaires anti-autoritaires, aux marxistes, aux anarcho-syndicalistes et aux communistes-conseillistes pour former un front commun, organisés séparément, mais agissant de concert en tant que pôle révolutionnaire et anti-capitaliste au sein du large mouvement contre la « mondialisation ». Adhérant aux idées et perspectives politiques du communisme conseilliste, les publications *Collective Action Notes*, *Red and Black Notes* et *The Bad Days Will End* souscrivent à l'appel lancé par nos amis anarchistes. Nous faisons cela non pas en tant que représentants d'organisations participantes, et encore moins en tant que «leaders» d'aucune sorte, mais plutôt en tant qu'individus représentant des publications de modeste diffusion.

Les actions de Washington (appelées A16) ont l'intention de construire une suite aux manifestations qui se sont déroulées à Seattle l'année dernière contre le sommet de l'Organisation Mondiale du Commerce. Dans le prolongement d'une résistance croissante à la «mondialisation» et contre les institutions financières internationales telles que l'OMC, le FMI et la Banque Mondiale, certains veulent mettre en avant l'émergence d'un «nouveau mouvement» et même un « nouvel anti-capitalisme ». Ces déclarations montrent sans doute que la mondialisation n'est pas l'avenir inévitable que les patrons capitalistes et les bureaucrates semblent nous proposer. Mais le « nouvel anti-capitalisme » qui s'est exprimé à Seattle était un mélange contenant, semble-t-il, une bonne part de la vieille tendance réformiste portée par la bureaucratie de l'AFL-CIO, le *Sierra Club*, la *National Lawyer's Guid* (groupe d'avocats), Ralph Nader et sa clique, et autres ONG. Ces groupes ne voient le mouvement anti-mondialisation que comme un moyen de pression pour que l'Etat capitaliste limite le pouvoir des institutions financières internationales et remplace le « commerce libre » par le « commerce équitable ». Cette perspective réformiste est associée à un protectionnisme nationaliste détestable là où nous aurions besoin d'une large solidarité internationale. Des tensions sont apparues entre les réformistes et les radicaux à Seattle, où les « gardiens de la paix sociale » ont volontairement agi comme des auxiliaires de l'Etat en soutenant les flics dans leur travail de répression des radicaux. Au moment où le mouvement prépare les journées de Washington, une clarification politique s'impose.

Parmi les questions qui se posent, celle posée par l'appel d'un Bloc anti-capitaliste révolutionnaire s'oriente vers l'option de la lutte des classes plutôt que vers celle du réformisme. L'appel déclare que le message réformiste contenu dans le slogan «un commerce équitable, pas de commerce libéral» et l'appel à un «contrôle des instituions financières internationales» n'est pas acceptable. L'appel rejette la thèse qui affirme qu'une seule voie est possible et opte à l'inverse pour une critique du capitalisme qui se veut totale. L'appel s'oppose azu protectionnisme et au nationalisme qui semble gangrener une bonne partie du mouvement anti-mondialisation, prônant ainsi la disparition des nations. Cet appel s'oppose totalement au mouvement de ceux qui se nomment «pacifistes» et insiste sur le droit de groupes et d'individus à s'organiser et agir au sein du large mouvement contre la mondialisation. Il s'agit de montrer en quoi tout ceci n'est pas seulement juste mais surtout nécessaire.

Cet appel des anarchistes n'a pas pour vocation de «diviser» le mouvement. C'est un appel pour renforcer un pôle politique concret au sein du mouvement anti-mondialisation. Ce pôle politique affirme que pour être contre la mondialisation, il faut aussi être contre le capitalisme, l'Etat et la nation. Cette opposition nécessite une perspective prolétaire : être en faveur de la classe ouvrière et la possibilité pour celle-ci de s'organiser de façon autonome et révolutionnaire au sein de conseils ouvriers.

Cette idée n'est pas un relent de la vieille gauche ou du dogme léniniste dans lesquels le prolétariat des usines, organisé au sein de syndicats, serait le sujet «réel» de l'histoire. La mondialisation elle-même a entraîné une désindustrialisation de larges pans de la main d'œuvre américaine. En même temps, le capitalisme sous sa forme moderne, a transformé la société en une « usine sociale » dans laquelle nous sommes tous des travailleurs. Comme l'écrit le journal anglais *Aufheben* dans un éditorial récent au sujet des manifestations du 18 juin à Londres : « *si nous combattons le capital, alors nous devons nous considérer nous-mêmes comme le prolétariat* ».

A travers cette union entre la classe ouvrière et son essence, nous construisons ainsi la base d'une véritable unité internationale, qui posera un jour les fondements de l'abolition du capitalisme, du salariat et du travail en lui-même. C'est en ayant cette perspective à l'esprit que nous soutenons l'appel pour un bloc anti-capitaliste révolutionnaire.

mars 2000

Curtis Price, *Collective action notes* / Neil Fettes, *Red and black notes* /
Ed Caldwell, *The bad days will end*

[Texte traduit de l'anglais et publié dans *Cette Semaine* n°80, mai/juin 2000, p. 16]

Du 15 au 17 avril 2000, le FMI et la Banque Mondiale avaient prévu de se réunir à Washington. Et comme à Seattle l'an dernier, des dizaines de milliers de manifestants s'y sont également rendus, soit pour simplement protester, soit pour tenter d'empêcher ces réunions. On trouvera ci-dessous la traduction d'un compte-rendu des actions du Black-Bloc, tiré de l'hebdo *Asheville Global Report* (n°66, 20-26/4/2000, Caroline du Nord). Le Black-Bloc, on s'en souvient, s'était attaqué à la propriété privée (banques, magasins de luxe...) à Seattle, revendiquant ces actions. À Washington, il a plutôt privilégié la solidarité avec les autres manifestants contre les attaques de la police.

Le Black Bloc s'empare des rues de Washington

Masqués et vêtus de noir, le Bloc révolutionnaire anti-capitaliste ou Black Bloc s'est emparé des rues de Washington dans les premières heures du dimanche 16 avril pour empêcher la tenue des réunions du FMI et de la Banque mondiale. Ce fut le point de départ de deux jours d'escarmouches contre les polices de Washington DC, de Virginie et du Maryland, la police fédérale, les services secrets et la garde nationale.

En solidarité avec les coalisés du mouvement anti-globalisation, la majeure partie du bloc anarchiste - souvent composée de plusieurs groupes de centaines de personnes - agissait avec mobilité, de point chaud en point chaud, le long des lignes de blocages du *Direct Action Network*, aidant les activistes (1) menacés par la police.

Criant À qui sont les rues ? À nous ! et s'évertuant à le prouver, le Bloc a passé la matinée à se heurter aux positions de la police et parfois les a débordées pour éviter les arrestations d'activistes cernés et empêcher certains délégués d'atteindre la réunion à l'heure.

Pendant la matinée, ils ont soulevé et bougé des voitures garées, jeté des poubelles et tout ce qu'ils pouvaient trouver dans les rues pour bloquer les délégués et les mouvements de la police. Lors d'un incident au croisement de la 15ème rue et de celle de New-York, les membres du Black Bloc ont chargé la police en formant une chaîne à l'aide d'une barrière de chantier, les repoussant de plusieurs pâtés d'immeubles, au coin de la 14ème et de la rue K. La police répondant avec des jets de gaz lacrymogène et du gaz au poivre. Lors d'un autre incident sur la 21ème rue, la police anti-émeute a chargé matraque au poing. Le Bloc s'est rapidement formé, repoussant les lignes de police jusqu'à la 22ème rue, en utilisant des poubelles enflammées pour empêcher une autre charge policière.

Le dimanche après-midi, les membres du Black Bloc (plus d'un millier de personnes) chantant C'est à cela que ressemble l'anarchie, c'est à cela que ressemble la démocratie ! a entamé une marche victorieuse du centre ville jusqu'à Ellipse (ndlr : quartier situé au sud de la Maison Blanche), accompagnés par 10.000 participants à l'action directe pour rejoindre les festivités de plus d'une dizaine de milliers de manifestants qui se trouvaient là, la plupart appartenant aux syndicats de travailleurs et aux groupes écologistes.

Dimanche soir, des éléments du Black Bloc se sont reformés autour de l'ambassade du Mexique, dans la partie nord de la ville, pour attirer l'attention sur le mouvement zapatiste et pour dénoncer les conditions d'exploitation inhumaines des entreprises mexicaines qui ont poussé le long de la frontière américano-mexicaine depuis la signature de l'ALENA.

Qui étaient ces activistes vêtus de noir ? Les participants viennent principalement de villes américaines et du Canada, quelques autres du Mexique. Ils prennent leurs décisions lors de réunions au consensus rapide, affirmant que la hiérarchie mène à la corruption et à l'inégalité. Tous les membres du Bloc ne se définissent pas comme anarchistes et tous les anarchistes présents ne sont pas membres du Bloc. Ce sont des travailleurs et des membres de syndicats, des étudiants et des professeurs, des punks et des anti-cléricaux (pagan dans le texte original), qui partagent l'idée que le capitalisme global et les institutions qui l'appliquent sur les gens de la planète sont les causes profondes de la pauvreté et de l'érosion de la démocratie planétaire.

Le lundi matin, la réponse policière aux manifestations de protestation s'est durcie. Lors de plusieurs incidents, la police a roulé sur des manifestants avec des véhicules blindés ou des motos. Plusieurs manifestants ont été blessés lorsque la police empêchait, avec les matraques, les protestataires d'aider une personne écrasée par une voiture de police. Des flics en civil entraient alors en action, utilisant des matraques pour frapper ces protestataires avant de disparaître des lieux. Les activistes étaient tirés à vue avec des cartouches à gaz lacrymogène et des douzaines d'arrestations furent effectuées. Lors d'un incident, le chef dela police de Washington, Ramesy, qui a passé son week-end à minimiser l'importance et la réalité des manifestations, a été forcé d'appeler de l'aide lorsque lui et plusieurs officiers furent entourés et que sa barrette à quatre étoiles située sur son épaule fut déchirée par les manifestants.

À la différence des atteintes à la propriété privée qui ont accompagné les manifestations de Seattle, le Black Bloc a focalisé cette fois son énergie contre la répression des libertés constitutionnelles par la police et a ignoré le centre ville commerçant. Lors d'un incident, les manifestants sont passés devant une filiale de Gap, une entreprise connue et dénoncée pour son exploitation intensive. Nul ne toucha au magasin mais, non loin de là, plusieurs véhicules de police étaient attaqués.

Pourquoi tout ce tapage ? Les membres du Black Bloc et de nombreux activistes du mouvement anti-mondialisation étaient à Washington en raison de l'oppression que le FMI et la Banque Mondiale créent dans les pays du Tiers-Monde, et qui mène à la pauvreté, la famine et la misère. Ils se battent pour l'abolition de ces institutions et non leur réforme.

L'un des membres du Bloc, qui se fait appeler Zap, explique : Ce que nous essayons de montrer c'est que l'anarchie est l'essence de la communauté. Les communautés sont en train d'être détruites partout dans le monde et nous tentons de leur montrer à quoi ressemble une communauté autonome : qu'elle est forte et qu'elle agit pour le bien des gens. Il y a des gens dans le Tiers-Monde qui ont pleuré aujourd'hui parce que nous avons pu exprimer les choses à haute voix. Nous sommes en train de construire un mouvement inter-racial, un mouvement des gens pour les gens.

Malgré le fait que les réunions du FMI et de la Banque Mondiale furent relativement peu perturbées par les manifestations, les effets de ces protestations sont clairs. La zone neutre encadrée par la police fut occupée par près de 90 blocs de personnes dans la zone du Capitole et les manifestants en ont brisé des douzaines d'autres. Plusieurs stations de métro ont été fermées à cause des manifestations et le service de bus était au mieux sporadique dans la zone du centre-ville. Le gouvernement a demandé aux employés fédéraux du district du Capitole de rester chez eux lundi, ce qui l'a effectivement gêné et lui est revenu très cher.

Plusieurs bureaux et commerces du centre ville sont restés fermés. Des centaines de milliers de dollars ont été dépensés en heures supplémentaires par les services de police de même que des dizaines de milliers de dollars en équipement furent détruits. Nous avons gagné, a déclaré Han Shan, un manifestant anti-FMI/Banque Mondiale, ils ont dû militariser leur ville pour pouvoir tenir leurs réunions.

August Spies, 24/4/00

(1) Le texte dit locked-down activists. Il s'agit d'une technique où les personnes s'attachent soit entre elles soit à des objets à l'aide de lock-down, des sortes d'antivols à vélo en forme de U (il en existe de différentes sortes). Cette technique est utilisée notamment par le DAN et la mouvance écologiste-activiste.

[Texte traduit de l’anglais par Christophe Charon, et paru dans *Cette Semaine* n°80, mai/juin 2000, pp. 14-15 et dans *Alternative Libertaire*-Belgique n°229, juin 2000, pp. 9-10]

La solidarité en prison

156 PERSONNES ARRÊTÉES durant les manifestations du 16-17 avril au sommet du FMI/Banque Mondiale ont été relâchées de prison. En pratiquant la solidarité en prison, elles ont réussi à être libérées avec seulement une amende à payer et aucune charge criminelle contre elles.

La capitulation des autorités fut le résultat d'une opération planifiée de solidarité en prison, où les détenus dissimulent leur nom en exerçant le droit de garder le silence (garanti par le cinquième amendement de la Constitution) et en perturbant le système avec un refus de coopération unitaire.

Un collectif d'avocats était prévu pour les défendre (composé du Direct Action Network, et qui a obtenu l'abandon de charges contre près de 600 personnes arrêtées lors du sommet de l'OMC à Seattle), a négocié avec le district de Columbia et le bureau du procureur général. Le consensus auquel ils ont abouti a été accepté par les arrêtés. Il comprend un abandon de charges et une amende individuelle de 5 $. Les autorités ont insisté pour que tous les détenus donnent un nom mais sans vérification d'identité.

De plus, l'accord est rétroactif pour toutes les personnes arrêtées lors de ces manifestations, qui n'ont pas encore été condamnées et qui donneront leur nom. Rappelons que près de 1.300 personnes ont été arrêtées lors de ce long week-end d'avril.



Le communiqué absolument non-officiel, révolutionnaire du Clown bloc anarchiste

Qu'est-ce qu'on veut? Guerre de Clown!
Quand on la veut? Maintenant! (1)

Entrez ! Entrez ! Mesdames et messieurs, filles et garçons, et tous les autres. Bienvenue au spectacle politique américain: le spectacle le plus grassement subventionné, le plus lourdement armé et le plus étroitement contrôlé sur terre!

Dans le coin droit, nous avons les Républicains! Regardez-les moraliser à propos des valeurs familliale tout en supportant la mort et la dévastation ici et à l'étranger. Dans l'autre coin droit: les Démocrates! Regardez craintivement ce parti autoproclamé « *des gens et de l'environnement* » supporter la mort et la dévastation ici et à l'étranger. Voyez ces deux partis mis en forme par les mêmes entraîneurs — les corporations ! Et bien sûr, n'oublions pas le dernier coin — les tiers partis. Soyez fasciné de les voir se battre pour des cacahuètes de pouvoir, en détournant notre attention des vrais changements par d'éblouissantes réformes fantaisies !

Mais, est-il juste d'appeler ces groupes des " party " [jeu de mots entre « party », la fête, et « parties », les partis politiques] ? Parce que personne n'a de plaisir ici !

Ce spectacle pathétique domine le cirque global de la vie, faisant croire à de nombreux participantEs qu'ils ne sont que de simples spectateurs.

Que les clowns entrent en scène !

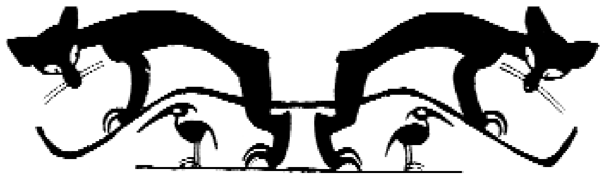
Nous mettons de la vie dans le cirque par des entartages et des actions directes pour mettre un frein au lancer de boue et des bombes auxquelles les politiciens sont habitués. Nous vous invitons (oui, vous !) à sortir de l'ombre et à venir dans les rues pour renverser leur grand sommet ! Joignez-vous à nous pour renvoyer les entraîneurs, détruire le ring et transformer le cirque pour transformer la vie en un carnaval révolutionnaire pour tous.

Au nom du festival insurrectionnel de la résistance glorieuse et permanente au nez rouge, nous, les Clowns, appelons à un contingent de toutes les variantes des farceurs antiautoritaires niais et ridicules à attaquer à bras le corp la Convention nationale républicaine. Nous n'appelons pas, cependant, à un Clown bloc strictement anarchiste. Nous ouvrons donc l'appel à tous ceux qui ne s'identifient pas comme anarcho-clown mais qui luttent quand même pour créer les mêmes bouffoneries révolutionnaires: les danseurs fanatiques autonomistes, les contorsionnistes situationnistes, les jongleurs antifascistes, les "hula-hooper" communistes de conseils, les woobly en unicycle et en échasse, les majorettes radicales, les cracheurs de feu primitivistes et, oui, même les mimes marxistes libertaires antiétatiques. Ensemble, nous pouvons reprendre le contrôle de nos vies et échapper à la domination des éléphants, des bourricots (2), des entraîneurs et de tous les autres. Notre intention n'est pas de diviser les manifs plus larges mais de les supporter en portant de grandes chaussures.

Svp, joignez-vous à nous dans les rues les 1er et 2 août pour montrer aux républicains qu'ils ne sont pas les seuls clowns en ville.

(1) Allusion au slogan populaire : *What do we want? Class War! When do we want it? Now!*
(2) Le parti républicain est traditionnellement représenté par un éléphant et le parti démocrate par un âne.

[Ce texte est une parodie du communiqué appelant au Black Bloc du 16 avril à Washington, par le même gang (Nefac, Fédération des anarcho-communistes du Nord-Est - Etats-Unis/Canada) qui avait émis l'original. Paru sur a-news le 1er août 2000 et dans une traduction modifiée par *Cette Semaine* n°81, octobre/novembre 2000, p. 15]



Un communiqué du Black Bloc

Philadelphie, le 9 août 2000

Nous, différents membres du Black Bloc anti-autoritaire (ASBB), nous tenons à préciser les points suivants face aux désinformations patentes de la police d Philadelphie et des reportages biaisés sur nous des grands médias. L'ASBB défend la construction d'un mouvement organisé contre la tyrannie des entreprises et de l'Etat en Amérique. Nous affirmons que les pauvres et la classe ouvrière ont perdu le contrôle de leur vie, tant individuelle que collective. Les partis Démocrate et Républicain supportent clairement des rapports sociaux où ceci continuera. En défendant la peine de mort, le militarisme, l'aide aux entreprises, les coupes dans les programmes sociaux, tout ceci parmi d'autres choses, ils ont démontré qu'ils sont des partis politiques au service du profit contre les gens, comme le sont tous les partis. En organisant des Black Bloc et en utilisant l'action directe, nous affrontons ce système intolérable et inacceptable.

En tant qu'anarchistes, nous pensons que la propriété privée c'est du vol, que la propriété d'Etat est un instrument au service des intérêts des entreprises et que tous deux doivent être détruits pour l'avènement d'une société basée sur l'entr'aide et la liberté individuelle. En taguant un mur, nous transformons notre façon de le penser, passant d'une conception basée sur la valeur monétaire à celle basée sur l'usage. Dans un système fondé uniquement sur le profit, nos actions les plus efficaces sont de frapper les oppresseurs au porte-monnaie. Les attaques contre la propriété, en tant que moyen stratégique d'action directe, est une méthode efficace pour atteindre ce but. Ce n'est pas seulement de la théorie... c'est une pratique. Depuis les actions du Black Bloc à Seattle contre l'OMC, notre débat «de merde» à propos du capitalisme global et de la démocratie a finalement rejoint le discours public. Nous sommes à l'apogée d'une nouvelle révolution sociale.

A la manifestation de hier, les membres de l'ASBB ont spécialement visé des cibles comme la police et d'autres formes de propriété étatique. Le Black Bloc anti-autoritaire n'a PAS attaqué les affaires de papa-maman (« *mom & pop businesses* »), ou la propriété personnelle. N'oubliez pas qu'il y a d'autres organisations et associations qui agissent de façon autonome avec une tactique similaire. Nous ne pouvons être responsables que de NOS actions. L'ASBB ne porte aucune responsabilité pour les attaques contre la propriété personnelle de membres de la classe ouvrière et des affaires de papa-maman.

Le second point tactique de l'ASBB le plus décrié est le port de masques. Depuis la mise à jour du COINTELPRO (1), il a été pleinement démontré que plusieurs organismes gouvernementaux ont infiltré et fait exploser des organisations radicales. Ils constituent une menace pour notre sécurité personnelle et notre liberté. C'est pourquoi nous portons des masques pour nous protéger et non pas pour effrayer ou intimider les gens. Le fait de porter des masques envoie également le message que nous sommes là solidairement avec les autres, de façon égalitaire. Nous attendons le jour où nous pourrons vivre dans une société où nous n'aurons pas besoin de porter ces masques.

Nous sommes également solidaires avec tous les autres, frères et sœurs, qui sont venus pour manifester hier. Nous ne sommes PAS des terroristes et nous ne sommes pas un groupe isolé. Nous sommes un groupe divers composé de plusieurs origines culturelles (« *races* »), genres, classes [sic] et points de vue politiques, qui sommes réellement déterminés à créer une démocratie réelle et à combattre les vrais terroristes : l'Amérique des multinationales et l'Etat policier. Ce n'est pas nous qui avons bombardé un quartier entier, détruisant les maisons et d'innombrables mémoires. Ce n'est pas nous qui avons abattu Robert Brown (2). Ce n'est pas nous non plus qui avons réduit Thomas Jones en passoire sanglante (3). Toutes ces actions ont pour responsables les défenseurs de la propriété privée : la police de Philadelphie. Nous encourageons toutes les personnes opprimées à s'organiser dans une résistance active contre le pouvoir et les privilèges. En avant pour une révolution sociale anarchiste !

(1) COINTELPRO : Programme américain du FBI visant à éliminer les opposants radicaux. A servi notamment contre les *Blacks Panthers*, *Move* et l'*American Indian Movement*.
(2) Robert Brown : Cet homme de 45 ans a été abattu le 18 juillet 2000 par la police de Philadelphie.
(3) Thomas Jones : Jeune homme noir de 30 ans, blessé de quatre balles par la police de Philadelphie le 12 juillet 2000, puis frappé pendant de longues minutes.

Les notes sont du traducteur.

[Texte traduit de l'anglais par C.S., paru dans *Cette Semaine* n°81, octobre/novembre 2000, p. 17]

QuickTime™ et un GIF sont requis pour cette image.

UN RÉCIT DES ÉVÉNEMENTS DE PRAGUE

Réunion préparatoire

La manifestation s'est formée à environ 2 kilomètres de la place de Prague où se trouve le Palais des Congrès [lieu de la réunion du FMI]. La veille, pendant l'après-midi, une réunion de 3000 personnes au centre de convergence (« *Convergence centre* »), un grand complexe industriel en banlieue, avait eu lieu pour discuter des plans pour bloquer le Congrès. Les organisateurs tchèques de la manifestation (INPEG) avaient décidé de permettre aux délégués d'y rentrer puis de les y bloquer en les empêchant de sortir pour une soirée spéciale à l'Opéra prévue le soir.

Cependant, à cette réunion il était flagrant qu'aucun plan n'avait été prévu pour fermer de force la station de métro qui se trouvait de l'autre côté du cordon de police. Il était plus qu'évident que ce serait pourtant le moyen qu'utiliseraient les délégués pour aller et venir (et en effet les médias ont rapporté qu'ils se sont échappés par cette voie). Le blocus prévu serait certainement inefficace mais la réponse de l'INPEG aux questions à propos du métro était que nous ne pouvions le fermer de force parce que les citoyens ordinaires avaient aussi besoin de se déplacer.

Ceci a conduit les anarchistes à se réunir ce soir-là en dehors de la réunion prévue pour le Bloc bleu. Il fut décidé que nous prendrions la tête du bloc bleu et que, plutôt que de nous fixer sur le point de blocage prévu (qui nous aurait mis dans une position vulnérable entre des falaises et une rivière), nous irions marcher aussi près que possible du Palais des Congrès puis nous tenterions d'enfoncer de façon non-violente les lignes de police. Napoléon disait qu'un plan de bataille n'est jamais valable au-delà du premier contact avec l'ennemi, nous le verrons plus loin.

A la tête du Bloc jaune, il y aurait le groupe italien *Ya Basta* qui fut bloqué 24 heures à la frontière parce que la police a voulu arrêter quatre d'entre eux qui se trouvaient sur la liste (du FBI) des personnes ayant participé aux manifestations de Seattle. En solidarité, 1000 personnes qui étaient avec eux ont alors déclaré que soit tout le monde passait la frontière, soit ils resteraient tous là et commenceraient à construire des barricades sur les voies. La police des frontières a alors été forcée de céder et lundi, tard, les *Ya Basta* sont arrivés.

Comme le Bloc anarchiste, ils avaient l'intention d'essayer d'enfoncer les lignes de policiers. Ils étaient venus avec une trentaine d' « armures » rembourrées et des casques que porteraient les personnes en première ligne pour supporter les coups de la police.

Il y avait trois Blocs principaux de couleur, bleu – jaune et rose, chacun étant chargé de bloquer les points d'accès dans différents endroits autour du Palais des Congrès. Il se trouvait au sommet d'une colline escarpée surmontant la ville et qui était difficile d'accès en de nombreux points à cause des falaises. En plus, nous savions que nous avions en face 11 000 policiers avec un équipement anti-émeutes, des chiens, des grenades flash, du gaz lacrymogène et des canons à eau.

Les deux blocs bleu et jaune avaient à leur tête des groupes qui avaient signifié leur intention d'enfoncer les lignes de police. Les roses qui avaient le chemin le plus long mais un accès bien plus facile rassemblait des pacifistes et le gros des partis léninistes.

Départ de la manifestation

Lorsque nous nous sommes réunis sur la place, il était évident que les 20 000 et plus manifestants espérés ne seraient pas là, même si nous étions probablement plus de 12 000 (dans ce compte-rendu, j'ai du mal à donner des chiffres précis, j'ai vu le reportage d'un gros média qui parlait de 15 000 et d'autres de 5 000). Les roses allaient prendre la tête de la marche, suivis par les jaunes puis les bleus. Lorsque nous atteindrions le premier point, la marche continuerait et les bleus se sépareraient pour rejoindre la zone du Palais des Congrès située à côté de la rivière. Après, la même tactique verrait les jaunes partir par derrière et prendre une seconde route vers le Palais, laissant les roses continuer pour en arriver à encercler l'arrière.

J'avais décidé de marcher avec le Bloc anarchiste qui était en tête du groupe bleu (en fait il était composé par une majorité d'anarchistes). La tête du cortège était tenue par les anarchistes tchèques, suivis par ceux des autres pays de l'Est, ce qui faisait environ un millier de personnes en tout. Tenant des banderoles sur un côté de la marche, derrière ceux de l'Est, prenaient place les anarchistes de tous les pays de l'Ouest et un grand nombre d'autonomes allemands. Ce bloc anarchiste comptait au moins 3000 personnes mais il est possible que nous ayons été jusqu'à 5000. Une estimation exacte est difficile à faire parce que du devant je ne pouvais jamais voir l'arrière du Bloc et qu'il n'est pas facile de compter des gens qui forment des blocs aussi compacts. Il y avait en tout cas beaucoup de monde derrière le bloc anarchiste et bien sûr au moins un millier d'anars qui avaient choisis de marcher avec leur groupe affinitaire dans d'autres parties de la marche. Ce dernier nombre est peut-être plus important et est basé sur le nombre de drapeaux anarchistes, de badges et de vêtements qui les identifie que j'ai vu dans d'autres sections [jaune et rose].

A la tête de la section bleue, nous devions marcher en rangs compacts en formant une chaîne, les banderoles déployées devant et sur les côtés de la marche. Afin de ne pas dévoiler leur identité, la plupart des manifestants étaient masqués, ce qui offrait en plus un début de protection contre les gaz lacrymogènes. Ceux de devant avaient également des casques de chantier et beaucoup portaient des masques à gaz. Six ou sept rangées derrière se trouvait une équipe médicale, équipée de masques à gaz et de casques car nous n'espérions pas que la police respecterait les croix rouges voyantes marquées sur leurs

sacs et cartables.

J'avais choisi de ne pas porter de masque et de discuter avec les journalistes désirant faire des interviews sur le pourquoi de notre marche d'aujourd'hui – en faisant clairement comprendre que c'était seulement ma vision et que nous n'avions pas de porte-parole. J'avais déjà parlé au contre-sommet le week-end, c'est pourquoi cela me semblait être la contribution la plus utile qui pourrait être amenée dans les débats. Cela signifie que je peux rapporter les événements avec plus de précisions que des participants plus actifs.

Ce jour-là, le WSM [*Workers solidarity movement*, dont fait partie l'auteur] et les autres groupes anarchistes distribuaient 5000 exemplaires d'une déclaration internationale anarchiste signée par plusieurs groupes à travers le monde. Elle explique pourquoi nous prenions part aux actions à Prague et quelles alternatives nous avions. Le texte complet de cette déclaration a été distribué en quatre langues (dont le tchèque) [1].

Un mauvais point à signaler est que beaucoup de partis léninistes avaient choisis de venir à Prague avec des drapeaux rouges ornés du marteau et de la faucille. Ainsi, les médias tchèques savaient quelles photos ils mettraient en première page puisque ces drapeaux associés à l'occupation soviétique et à l'ancien régime peuvent difficilement être populaires. Lorsque le Bloc jaune s'est formé devant nous, les anarchistes d'Europe de l'Est ont accueilli chacune de ces bannières avec un chant qui peut facilement être traduit par « *le bolchévisme c'est du fascisme !* ». Je n'ai pas fait chorus à cause de la difficulté de chanter dans une langue que je ne connais pas et parce que je ne crois pas que cette équation soit exacte même si dans le contexte de l'Est il s'agit d'une réaction compréhensible.

Lorsque la marche a démarré, notre Bloc a chanté toute une série de slogans, la plupart en tchèque mais aussi certains en français, anglais et espagnol. Les plus populaires étaient « *solidarité internationale* », « *smash, smash, smash the FMI* » et « *no pasaran* ». C'était très impressionnant d'être au sein de ce bloc massif d'anarchistes composé de personnes venues de tous les coins d'Europe en marchant vers ce que nous savions être un dur affrontement avec la police.

A l'assaut de la colline

Le Bloc bleu s'est mis en route, les drapeaux bleus en tête, la banderole rouge sur le côté pour restreindre le mouvement d'entrée et de sortie du bloc à partir des côtés. La plupart des lignes jusqu'au drapeau noir cerclé d'un A étaient composées de Tchèques, ensuite venaient quelques centaines de polonais. Derrière eux suivaient des gens d'Europe centrale et de l'est puis, sans ordre précis, des allemands, des suédois, des grecs, turcs, espagnols, anglais, français, belges, italiens, etc.

Dans les faits, la police n'a pas réagit et nous approchions de plus en plus près de l'immeuble du FMI. Finalement, nous nous approchions d'une colline escarpée menant au Palais, à 300 mètres en contrebas d'une barrière derrière laquelle on pouvait voir la police anti-émeute.



Sur notre droite, une construction de quatre étages sur la rue, sur notre gauche un parc ouvert en entonnoir dont l'extrémité la plus large se trouve au sommet de la colline. Nous gravissons rapidement la colline puis nous nous arrêtons à 30m des lignes de police. Là, nous attendons une minute pour permettre à tout le monde de se regrouper et pour enlever les banderoles sur les côtés. A ce moment, les non-combattants (y compris moi) ont bougé dans le parc. Puis le front a chargé.

Au cours des minutes suivantes, rang après rang, les gens se sont lancés contre les boucliers anti-émeutes avant de remonter sur le côté pendant que le rang suivant se lançait à son tour à l'assaut. Le mur de protection a commencé à ployer puis a cédé et les manifestants ont fait une percée jusqu'à la crête de la colline, peut-être à moins de 100m du Palais. La police a sorti son canon à eau et la première grêle de grenades-flash a détonné parmi les premiers rangs. Puis une charge de matraques a forcé ceux qui avaient escaladés les barrières à battre en retraite avant qu'ils ne soient pris au piège.

Lorsque la charge de matraques a atteint les barrières, elle fut accueillie par une grêle de pavés et par des manifestants armés de barres et protégés avec des casques. Plus nombreux furent les manifestants qui traversaient le parc et qui ont commencé à escalader le mur du Congrès où à essayer de défoncer les portes de ce mur. Certains observateurs ont précisé qu'au moins une partie d'entre eux y sont parvenus et ont été repoussés par la police anti-émeutes à 50m seulement du Palais.

Pendant ce temps, au sommet de la colline une bataille furieuse était menée par les anarchistes. La police tirait salve après salve de gaz lacrymogène suivi de lancers de grenades-flashs sur les rangs compacts en contre-bas. Le canon à eau arrosait en permanence de droite à gauche les premiers rangs. Du parc surplombant la route, je pouvais voir un grand drapeau anarchiste au centre de la mêlée, trempé et imprégné de gaz lacrymogène mais refusant de baisser pavillon. Une seconde charge massive a repris, faisant reculer les policiers avant d'être à son tour repoussée lorsque la police a utilisé deux véhicules blindés légers et a contre-attaqué. Une demi-douzaine de cocktails Molotov ont volé sur les lignes de police ce qui les a stoppé un instant mais a eu peu d'effet parce qu'ils portaient des combinaisons ignifugées.

Un match nul se mettait en place, la police était repoussée à chaque fois qu'elle essayait d'avancer par des manifestants armés de barres à mine et par des jets de pavés. Les grenades et les lacrymos pleuvaient, le bruit interrompant les discussions à l'intérieur du châ-

teau [Palais des Congrès]. Au fur et à mesure que la bataille faisait rage le long des barrières, de plus en plus de manifestants remontaient vers l'arrière, blessés ou souffrant des effets des gaz lacrymogènes. Sur les lignes de front, on pouvait voir les manifestants portant des casques de policiers et brandissant des boucliers et des matraques pris à l'ennemi.

Pendant ce temps, quelque part au-dessus de nous, la tête du cortège jaune avait atteint les lignes de police. Le collectif italien *Ya Basta* en tête s'était préparé à enfoncer les lignes ennemies avec des protections corporelles. Ceux qui sont intéressés trouveront de nombreux compte-rendus là-dessus. L'autre tentative de percer les lignes de police a été conduite par le cortège « rose et argent » qui, bien que moins important en nombre, a réussi à prendre la police par surprise et à franchir leur ligne à au moins une occasion. Le cortège rose qui est parti le premier du square ne semble pas avoir fait beaucoup d'effort pour ce faire — la plupart des groupes léninistes qui en faisaient partie, espéraient probablement en étant dans la première partie du cortège montrer leurs banderoles aux médias. Ce cortège a sûrement été moins fort parce que les léninistes de « Socialistes Internationaux » [*International Socialists*] ont menti sur le nombre de personnes qu'ils amèneraient au rendez-vous prévu. Ils avaient estimé à 2500 personnes leur contribution au cortège rose mais étaient en fait 1000 ce jour-là, ce qui a obligé les bleus à envoyer du renfort (voir après).

Le sommet de la colline dont s'occupait le Bloc bleu devenait une sérieuse impasse. Certains manifestants ont tenté de trouver une solution sur les flancs de la ligne étroite de la police anti-émeute en traversant une épaisse plantation de pins qui bordait le mur du parc. Ils en ont été chassés par une volée de grenades-flash et de gaz lacrymo, tirées dans les arbres à bout portant. De toute façon, il est apparu qu'en passant par le parc, un groupe d'environ cent personnes avait réussi à briser une porte du mur et à pénétrer dans les cinquante mètres autour du Palais avant de se replier, pourchassés par la police anti-émeute équipés de chiens.

Sur la gauche, l'assaut frontal contre les forces de police ne progressait pas à cause du canon à eau. De plus en plus de personnes refluaient avec des blessures. Une brèche s'est ouverte entre les lignes de keufs et les manifestants, qui tentaient ainsi de rester juste hors de portée du canon à eau, avançant de temps à autre pour lancer violemment des pavés ou de la peinture sur le pare-brise du véhicule pour essayer de l'aveugler.

La police anti-émeute est entrée dans cette brèche et le canon a suivi derrière eux, ouvrant un nouvel espace de tir au sein duquel la police s'est précipité. Il y en avait assez pour qu'ils tentent leur première charge massive du jour contre les gens du parc [dont la plupart regardait plutôt que de participer]. Comme prévu, la plupart des gens firent une retraite rapide à l'arrière du parc, puis s'ensuivit une bousculade plus que dangereuse en descendant une pente raide et boisée. La méthode en question consistait à utiliser l'arbre en dessous de soi pour arrêter sa descente sans se cogner à la personne qui avait également bondi dessus.

A ce moment, je suis retourné à l'intersection en bas de la vallée pour constater que quelques centaines de policiers anti-émeute bloquait l'autre côté de la rue. Pendant que la bataille continuait à faire rage autour de la route qui mène à la colline, je suis resté à l'intersection plus bas en regardant les événements qui s'y déroulaient.

Au départ, une centaine de personnes assises sur la route faisait face à cette seconde escouade de police. Il y avait un danger évident : si les keufs chargeaient, ceux qui se battaient sur la colline se retrouveraient isolés. Certains manifestants ont commencé à arracher des panneaux et des arbres dans le parc et à construire une barricade en face de ceux qui étaient assis. D'autres manifestants en ligne faisaient face à la police, mais sans l'attaquer.

Dans le même temps, un train transportant du béton était arrivé sur les rails parallèles à nous en formant un nouveau mur le long du parc en bas dans la vallée. Il fut arrêté et des manifestants l'investirent puis détachèrent des wagons, réussissant ainsi à bloquer une partie de la voie ferrée.

De retour à l'intersection, une rivière d'eau commençait à couler de la colline jusqu'au coin où les détonations permanentes de grenades et les nuages réguliers de gaz confirmaient que la bataille furieuse continuait. Sur la route transversale, la barricade croissait et, en fait, une seconde barricade était en train d'être élevée dans le parc où les deux routes se rejoignent. Sur la première barricade, quelques manifestants brandissaient des drapeaux anarchistes et quelques morceaux d'équipement de la police en direction des lignes de police. Les vitrines de tout ce qui ressemblait à une banque ou un bureau d'assurance derrière la barricade était détruites et les manifestants grimpaient dedans et en ramenaient toujours plus de matériel pour les barricades.

Pendant ce temps derrière la colline, les équipes médicales promulguaient les premiers soins sur les blessures apparentes et bien sûr les doigts cassés et parfois aussi les bras. J'ai entendu qu'on a conseillé à une personne de se rendre à l'hôpital. Atteints moins gravement, une partie des gens qui avaient été au cœur des tirs de gaz devaient donc laver leurs yeux avec de l'eau. Un infirmier du cortège bleu a laissé un commentaire sur le site d'*Indymedia* avec lequel je suis d'accord à propos de la « discipline » et de la coopération remarquables entre ces anarchistes venus de toute l'Europe et d'ailleurs. Mais le rôle de l'équipe médicale a été héroïque, en particulier parce qu'il est évident que la police leur avait réservé un « traitement spécial ». J'ai discuté avec un infirmier qui, alors qu'il aidait un type de cinquante ans habitant dans le coin et touché par les gaz lacrymo, avait été visé et touché plusieurs fois par le canon à eau lorsqu'il essayait de l'aider. Plus troublant encore, il m'a dit qu'une ambulance avait refusé d'emmener le vieil homme à l'hôpital.

Pendant les manifestations du week-end, on m'a montré à plusieurs reprises des policiers en civil. Une fois qu'ils étaient remarqués, leurs vêtements les trahissaient à coup sûr. Dans le parc, j'en ai observé trois derrière les manifestants, qui furent virés par un groupe d'activistes dès qu'ils furent repérés. Plus tard, des journaux ont publié des photos de plusieurs de ces civils habillés comme des manifestants (y compris avec de vieux passe-montagnes) et arrêtant des gens. Des rumeurs provenant d'autres cortèges ont insisté sur le fait que plusieurs de ces flics ont commencé les destructions contre la propriété ce jour-

là, dans des cortèges « calmes ». Je n'ai pas d'idée sur la véracité de ces rumeurs, mais il est sûr qu'ils étaient très présents.

La barricade sur la rue transversale a été mise en feu pour contenir la police. A ce moment, des nouvelles sont arrivées que l'une des portes de la section rose n'avait pas été bloquée et qu'ils demandaient du renfort pour le faire. Cela nous entraînerait dans un trajet long et quelque peu vulnérable vers un côté du Palais des Congrès entre une falaise et une rivière. Le groupe de musique vêtu de noir, l'*anarchist Samba band*, s'est formé et a réuni peut-être trois cent personnes pour tenter ce blocage. Cela a provoqué des dissensions parce que ceux qui restaient trouvaient que tout le monde devait rester où ils étaient et défendre les barricades en place.

Repli provisoire

Peu après leur départ, l'avant du canon à eau a fini par apparaître en bas de la colline. Il avait fallu près de deux heures à la police anti-émeute pour faire reculer de deux cent mètres les manifestants sur une colline escarpée vers le bas. Maintenant, ils avaient pourtant atteint l'arrière du parc, où la ligne de chemin-de-fer et la falaise tendent à faire de notre chemin de repli un entonnoir à col étroit. Lorsque des centaines de keufs anti-émeute ont commencé à se rassembler du côté du bout large, nous avons entamé un lent repli qui a failli tourner en déroute lorsqu'ils ont chargé, parce que personne ne voulait se faire prendre dans le bouchon qui ne manquerait pas de se former du côté étroit de l'entonnoir. Comme la charge était aussi menée en diagonale, ceux qui se trouvaient du côté des rails avaient peur de se retrouver coincés.

En réalité, après une brève panique, de nombreuses personnes ont ralenti à nouveau pour marcher, même si à mon avis c'est à ce moment là qu'un millier de personnes ont décidé qu'elles en avaient assez et ont décidé de rejoindre le centre ville. Une fois que l'extrémité étroite du parc fut franchie, la tâche de construire des barricades fut reprise. J'ai décidé de bouger en bas vers le blocage de la route sur la rivière, en partie dans l'espoir de trouver de la nourriture parce que je n'avais encore rien mangé ce jour-là.



Ceci n'était pas possible parce que tous les magasins du coin étaient fermés et je n'avais pas envie de traverser les vingt keufs visibles sur les trois-cent mètres de route qui me ramèneraient en ville pour en trouver un d'ouvert. Notre nombre avait maigrit à vue d'œil et environ cent personnes préparaient un blocage sans trop y croire et élevaient une barricade sur la route. A un endroit, un groupe poussait une voiture pour ce faire, l'absence de roues semblait signifier qu'elle était abandonnée. Ils voulaient la retourner sur le toit mais les autres ont refusé, en disant qu'elle était aussi utile à l'endroit et que comme ça le propriétaire la retrouverait avec seulement peu de dégâts. A la fin, elle est restée ainsi et plus tard, lorsque nous avons été forcés d'abandonner le coin, quelqu'un a taggé « *désolé* » sur le pare-brise.

Après être resté là un moment pour me reposer, je me suis dirigé vers le bruit de l'explosion des grenades où un épais voile de fumée m'a indiqué que l'action continuait. Je me dirigeais vers le parc du côté de la ligne de chemin de fer mais un petit groupe venant en sens inverse nous a averti qu'il ne restait rien d'autre que des barricades en feu et des centaines de flics anti-émeute de ce côté. Je suis retourné à l'intersection à hauteur du pont ferroviaire au moment où une centaine de personnes arrivait en déboulant de l'autre côté de la ligne de chemin de fer.

En fait, deux carrefours plus loin, la police avait défoncé une autre barricade et groupe était en train de battre en retraite. A l'intersection suivante à cent cinquante mètres de là, on pouvait voir une centaine d'autres personnes construire rapidement une autre barricade, cette fois en utilisant des panneaux publicitaires qui avaient été décrochés des murs. Ensuite vint une scène surréaliste : une grand-mère dans une Skoda défoncée est arrivée vers nous, contournant prudemment les manifestants. Elle a atteint une barricade qui l'empêchait d'aller plus loin et, examinant les barricades en feu dans les rues à sa droite et celle vers la rivière à sa gauche, a préféré faire demi-tour.

Le groupe a ensuite entamé une discussion rapide sur la suite des événements. Il était évident que l'endroit où ils étaient serait bientôt pris et qu'ils seraient conduits vers la rivière. Des nouvelles sont arrivées disant que le blocus avait été brisé partout ailleurs (il était environ 15h30). Je pense que cette nouvelle était fausse ou liée au secteur rose qui restait perméable). La plupart des gens souhaitait se regrouper et se diriger vers la ville plutôt que de se faire serrer. La discussion s'est arrêtée lorsqu'une limousine est soudainement apparue à moins de cinquante mètres dans une rue latérale. Environ cinquante personnes l'ont suivie et comme il convenait de quitter rapidement ce chemin, ils l'ont rattrapée avec des pavés et l'ont frappée avec des bâtons. Le débat reprit.

Ils ont décidé de d'abord chercher la section du Bloc bleu menée par le groupe de Samba vers la rivière car ils craignaient dans le cas contraire d'en être coupés dès que la police atteindrait la rivière. Un cycliste s'est dirigé du côté des barricades en feu pour dire à ceux qui s'y trouvaient qu'ils se retiraient et ils ont bougé vers le groupe de la rivière. Pendant ce temps, un flux constant de personnes s'était replié en ville, c'est donc moins de deux cent personnes qui ont entamé la longue marche entre la rivière et la falaise au sommet de laquelle trônait le Palais du FMI.

Attaque du Palais des Congrès

Le congrès du FMI se tenait sur une falaise élevée à notre gauche, à l'intérieur d'une vieille forteresse. A notre droite coulait la rivière et devant nous une route menait à celle-ci en passant sous une voûte en pierre. Lorsque nous nous sommes approchés de cette arche, nous avons aperçus deux personnes sur son sommet, à peut-être cent mètres au-

dessus de nous. Ceux de devant ont commencé à chanter « *sautez, sautez !* », d'abord en anglais puis en tchèque, lorsqu'ils ont remarqué qu'il s'agissait de deux flics, certainement postés là au cas où certains auraient tenté d'escalader le rocher abrupte. Au-dessus de nous, un hélicoptère de la police tournait, signalant probablement notre position à ceux du sol.

Comme il y avait la barricade derrière nous, on était sûr qu'il n'y avait pas de voitures, seuls un ou deux groupes d'habitants nous regardait passer. Après environ un kilomètre et demi, nous avons atteint une bifurcation qui contournait la colline par la droite, vers le Palais des congrès, et qui traversait un quartier résidentiel. Ici, les rues étaient calmes, le climat sympa et chaleureux, et peu après nous sommes rentrés dans un supermarché, ce qui a permis aux gens de se recharger en eau et nourriture. L'eau que j'avais utilisée pour nettoyer les yeux des gaz lacrymo était épuisée, et le temps étouffant avait rendu cette marche assoiffante.

Notre petite colonne continuait à monter la colline, pénétrant maintenant clairement dans le secteur assigné aux Roses après la rivière, mais jusqu'à présent nous n'avions pas rencontré de manifestant. Finalement, en haut de la colline, nous vîmes un autre petit groupe, juste après une série de petits immeubles résidentiels. Alors que nous approchions de l'entrée de celles-ci, des voitures de luxe ont accéléré et se sont engouffrées dans une rue de côté. Rétrospectivement, il s'agissait sûrement de délégués utilisant la dernière entrée non bloquée.

J'étais trop épuisé pour porter plus d'attention sur ce qui se passait et je me suis effondré sous un arbre. Un gars en vélo a dit à tout le monde que la route qui venait de derrière le pâté de maisons était la dernière entrée non-bloquée du Congrès du FMI. Quelque peu réticent, j'ai suivi la petite bande sur la route bien qu'à cet instant je pensais que la chose la plus sage était de partir avant que la police ne se déchaîne contre notre groupe en décomposition.

Après environ deux cent mètres, la route atteignit la crête de la colline et conduisait droit au Palais. Ce fut la première fois que je le vis distinctement, cette fois plus ou moins sur la même plan que moi, et non pas en haut d'une colline infranchissable. Il était à deux cent mètres. La seule chose qui nous séparait de lui était une seule rangée de barrières de police de l'autre côté de l'intersection, cent mètres plus loin.

Cette vue était suffisante pour que la centaine de personnes masquées charge la mince ligne de police. Ils se sont arrêtés et ont regardé pendant deux secondes puis ont tourné et couru, jusqu'à l'hôtel à côté du Palais, et on tourné avant de disparaître. Sachant qu'une contre-attaque massive était inévitable, j'ai marché jusqu'à l'intersection et légèrement au-delà. Ceux qui étaient devant ont atteint l'hôtel, à quelques mètres du Centre et ont commencé à jeter des pavés sur le bâtiment et sur les délégués qui regardaient dehors depuis le balcon de l'hôtel. Plus tard, quelqu'un m'a dit qu'il avait même été jusqu'au Palais des Congrès.

Derrière moi, quelqu'un à l'intersection a hurlé « *vite, la police revient* ». Je suis retourné à l'intersection et au moins plusieurs centaines de flics anti-émeute arrivaient en trottinant vers nous. Derrière moi, ceux de l'hôtel revinrent à toute allure dans la rue et je ne fus pas long

à les rejoindre. Lorsque j'ai regardé derrière mon épaule, j'ai vu un canon à eau venir à toute allure du coin de l'hôtel et des centaines d'autres policiers. Au bout de la rue, ils ont été rejoints par la police anti-émeutes que nous avions vu trottiner en provenance d'une rue latérale.

L'un des gros désavantages de la police anti-émeute c'est que leurs protections les empêchent de courir vite sur de longues distances. Toute la journée, les gens couraient ainsi sur cinquante mètres puis s'arrêtaient pour vérifier s'ils étaient toujours poursuivis — ce type de tactique permettant qu'ils ne nous mettent pas en déroute plus tôt dans la journée. Ainsi, nous avons passé le coin et atteint le haut d'une voie très longue, très raide et herbeuse qui longeait les immeubles pour nous ramener à notre point de départ. En se retournant, à moins de cinquante mètres, le canon à eau et tous les keufs s'étaient arrêtés pour inonder les alentours.

J'ai suivi un chemin qui zigzaguait en descendant le long des banques avec quelques autres. Lorsque la police anti-émeute eut atteint le sommet de la colline autour de nous, ils ont commencé à jeter des grenades flash et à tirer du gaz lacrymo plus bas vers nous pendant que nous descendions la pente. Nous avons atteint le bas et cherché le prochain endroit vers où courir, avec quelques personnes qui n'attendaient pas et se dirigeaient droit devant elles dans la rue qui conduisait directement loin du bâtiment.

Rencontre avec les pacifistes

Une fois que les choses se sont calmées, nous avons à nouveau remonté la route vers l'intersection qui mène à celle du Palais, mais des centaines de policiers étaient visibles en haut de celle-ci. Là, nous avons rejoint quelques sections manquantes du Bloc bleu, y compris le groupe de Samba anarchiste, et collectivement nous avons décidé que nous devions bouger de là avant que la police ne parvienne jusqu'à nous. Alors que nous remontions la colline, nous avons commencé à rencontrer quelques membres du cortège rose qui nous précisaient qu'ils avaient un blocus non-violent sur la route à double-sens qui mène au Palais. Le pont que *Ya Basta* tentait de forcer à leur façon était la même route à double-sens, mais de l'autre côté du Palais.

Il y eu un moment tendu lorsque la partie du Bloc bleu est arrivée à cet endroit, la plupart étant masquée, portant des drapeaux anarchistes et des pavés. Le blocus pacifiste n'était d'évidence pas intéressé par la venue de ces éléments qui brisaient l'atmosphère amicale qu'ils avaient créée avec la police ; à notre arrivée, ils ont dit : « *s'il vous plaît, asseyez-vous – pas de violence* ». Quelques uns des types les plus chauds en tête du cortège bleu jetèrent des pavés au-dessus des têtes des pacifistes assis sur la route, sur la ligne des Robocops. Heureusement, ils furent rapidement retenus par les plus calmes du cortège bleu avant que la police puisse utiliser ceci comme prétexte pour charger.

Une dispute a alors éclaté entre les éléments les plus énervés des Bleus et les leaders du sitting pacifiste. Il semble qu'il s'agissait de Léninistes dispersés à l'arrière de leur grou-



pe et de nombreux jeunes Suédois devant le nôtre. Comme je pensais que c'était un peu excessif de les embrouiller au nom d'une confrontation violente dont ils ne voulaient pas et que j'étais complètement épuisé, j'ai décidé de m'asseoir avec eux au moins pour un instant.

Bien que les choses soient restées tendues un moment, plus aucun projectile ne fut jeté. Le moment le plus tendu fut probablement lorsque quelqu'un crétin dans la foule pacifique a commencé à chanter en chœur « *Give peace a chance* » [2]. Je sentais que cela provoquerait à coup sûr une réaction des gens qui venaient de passer quelques heures à se faire maltraiter par les gaz lacrymogènes, les grenades flash, les matraques et les chiens. Mais par chance, ils ont arrêté de chanter et ont commencé à chanter des choses plus cool. Certains des éléments les plus bagarreurs des Bleus ont bougé par la droite et ont disparu pendant que les drapeaux anarchistes sont restés en bas de la route un moment. Les pacifistes ont repris les incantations « *pas de violence – s'il vous plaît asseyez-vous* » pendant un long moment mais ils ont semblé au fond assez ravis que la menace immédiate ait disparue.

Hors de vue sur notre droite, il se passait d'évidence quelque chose parce qu'on pouvait entendre les mêmes chants et qu'ensuite de grandes escouades de police anti-émeute couraient derrière la barrière pour revenir des minutes plus tard.

Je suis resté avec la manifestation pacifique une demi-heure, en partie parce que la police a soudainement sorti un canon à eau et remplacé les policiers à casques blancs de devant par des grappes de Robocops portant des casques noirs. J'ai supposé à ce moment-là que ces casqués de noir étaient une sorte d'escouade plus puissante et je me suis dit que je resterais ici et me ferais arrêter si nécessaire s'ils chargeaient les pacifistes.

Les chefs de la section rose pacifiste se sont avancés et ont parlé à des chefs de la police anti-émeute. Puis ils ont annoncé qu'il y avait une réunion sur le côté et que chaque groupe d'affinité devait envoyer un porte-parole. Les flics se sont un peu relâchés et ont repris la pose en *stand-by* plutôt que « *prêt à charger* » qu'ils avaient quelques minutes plus tôt. Puis les flics en casques noir furent changés et remplacés par ceux à casques blanc. A ce moment, les pacifistes ont commencé une véritable salve d'applaudissements – je suis forcé d'assumer que c'était pour la police !! D'évidence, le bruit constant des grenades et les nuages de gaz lacrymo venant des autres secteurs ne les avaient étrangement pas détournés de leur attitude amicale envers les flics.

Plus tard, j'ai su qu'il y avait eu des négociations sur un des blocus à un endroit pour permettre aux restaurateurs et autres travailleurs de sortir du Palais. Je suppose que c'est probablement ce que j'avais vu, mais j'ai levé le camp au moment où tous ces applaudissements m'ont persuadé que ce n'était pas vraiment avec ces gens que je voulais me faire arrêter.

C'est à peu près à ce moment que l'histoire a commencé à circuler que la police avait dit aux délégués que comme ils ne pouvaient garantir leur protection au centre ville, le spectacle à l'Opéra de cette nuit-là était annulé. Comme l'objectif prévu par le blocus était d'arrêter la représentation à l'Opéra, nous avions réussi – non pas comme cela serait arrivé à l'aide de sitting non-violents (les délégués seraient partis en métro), mais en harcelant la police.

Confrontations en centre ville

Alors que je continuai ma longue marche dans le centre ville, j'ai rencontré à nouveau le Bloc bleu, menant cette fois une bataille rangée dans une rue latérale qui menait à une artère principale avec une ligne de tram. Les effectifs étaient remontés jusqu'à peut-être trois cent personnes, mais cela semblait encore un nombre ridiculement petit pour s'attaquer à onze mille policiers anti-émeute.

De l'autre côté de l'artère principale, un grand nombre de tchèques observaient le déroulement de l'émeute. Tout à coup, en bas de la route, une voiture a fait une embardée visant de manière délibérée un groupe de manifestants. Probablement une attaque d'un fasciste, ils traînaient depuis le début du week-end à l'affût de victimes potentielles. Quelle qu'en eût été la cause, les effets en furent intéressants. Les tchèques de l'autre côté de la route ont commencé à hurler en montrant du doigt la voiture, ce qui a permis au petit groupe qui déterrait des pavés un peu plus haut de lapider la voiture alors qu'elle tentait de s'enfuir.

Après cela, les manifestants ont tordu les barrières qui séparaient la rue du trottoir et les ont déplacées pour bloquer la route. C'est à ce moment-là que j'ai vu un pacifiste chronique déclarer en anglais (d'après l'accent, c'était un américain) à une équipe de télévision que tout ces « autonomes » n'avaient rien à voir avec la manif, un couplet qui sera repris plus tard par certains des organisateurs de l'INPEG. Au même moment, à quelques centaines de mètres, une centaine de ces « autonomes » qui avaient probablement poussés du sol en une nuit continuaient la bataille contre la police.

Vers cette heure-là, la nuit commençait à tomber et il nous apparut qu'il valait mieux abandonner le blocus avant l'arrivée inévitable de la police anti-émeutes. L'*Anarchist Samba Band* réapparut et tout le monde leur emboîta le pas. Quelque chose d'intéressant s'est produit, le nombre de manifestants marchant vers le centre ville a augmenté jusqu'à réunir 2000 personnes environ, sous les seules bannières visibles : les drapeaux noirs.

Abandonnant les barricades, nous marchions sur le centre ville en formant une longue colonne. Devant, la *Samba Band* jouait (très bien) et les rues sans voitures transformaient la marche en un carnaval victorieux. Lorsque nous passions devant les immeubles résidentiels, de chaque côté de la rue des gens se mettaient au balcon pour regarder cette étrange procession, pas mal de personnes nous faisaient signe. Ma fatigue disparut d'un coup, nous avions l'impression de contrôler la rue et c'était vrai : plus aucun flic visible

aux alentours, seul l'hélicoptère continuait à survoler la ville.

Alors que la nuit s'installait, un cracheur de feu se mit à l'œuvre à l'avant du cortège pendant que le groupe de musique embrayait sur des rythmes plus souples. Pendant les breaks, la foule levait le poing en l'air en criant « *Hey !* ». Lorsque nous croisions un tram, les conducteurs faisaient sonner leur cloche et l'ensemble en venait à ressembler aux films d'Eisenstein. De chaque côté du cortège, des individus masqués cassaient les vitrines de chaque banque rencontrée mais l'esprit de confrontation qui avait régné toute la journée faisait place à un sentiment de joie victorieuse.

Après une longue route, nous sommes arrivés en haut de la place Wenceslas où le Mac Donald's fut rapidement attaqués par certains, en tête du cortège. Il y eut ensuite une brève retraite, suivie d'une charge lorsque nous nous sommes rendu compte que les flics qui avaient chargé étaient seulement une vingtaine. Les gens s'éparpillèrent ensuite sur la place, se mêlant aux tchèques, aux touristes et aux autres manifestants qui s'y trouvaient. En haut de la place, la terrasse du Musée National était remplie de badauds qui voulaient regarder ce qui allait se passer.

Quelques temps après notre arrivée, un cortège composé d'une centaine de personnes est arrivé de la rue qui menait en haut de la place. Ils furent d'abord accueillis par des cris d'enthousiasme avant que nous réalisions que ceux qui étaient au premier rang scandaient « *non à la violence !* » et avaient fait probablement tout ce chemin depuis le blocage des roses pour nous policer. Ils furent complètement ignorés et ça m'a amusé de voir des clones du pacifiste chronique que j'avais vu en train de parler à l'équipe de télévision, faire leur show pour les caméras, debouts devant le Mc Donald's comme s'ils le protégeaient. Un exercice absurde puisqu'il n'y avait plus rien à protéger.

J'avais décidé qu'il était l'heure de rentrer et je me dirigeais vers la station de métro en bas. Ce que nous ignorions, c'est que le FMI avait décidé de programmer l'Opéra dans une nouvelle salle, le Centre des expositions. Ce plan fut découvert, et un certain nombre de manifestants organisèrent des embuscades avec des bombes de peinture sur le chemin de la salle, ce qui conduisit à l'annulation définitive de l'Opéra. Le FMI et ses protecteurs venaient d'essuyer une double humiliation.

Lorsque nous avons atteints le milieu de la place, nous avons vu des rangées de casques blancs rentrer par le bas et commencer à charger vers nous. La bagarre avec la police qui avait été longtemps attendue allait enfin avoir lieu, les délégués étaient rentrés dans leurs hôtels et la police était déterminée à arrêter et tabasser tous ceux qui traînaient pour se venger. Nous avons donc pris la fuite par le haut et la décision de nous échapper par la première route que nous trouverions.

Nous avons battu en retraite avec assez d'avance sur la police anti-émeute pour le faire calmement. Nous avons dépassé le bloc pacifiste qui était toujours devant le musée à scander

« *non violence* ». En passant, j'ai glissé à ceux qui étaient au bord qu'ils feraient mieux de se tirer vite fait avant l'arrivée des keufs. Pour ce conseil, j'ai reçu des regards perplexes et hostiles, et comme je n'allais pas traîner pour argumenter, je suis parti.

A quelques centaines de mètres de là, je me suis retourné au moment même où une salve de gaz lacrymogènes et de grenades-flash s'abattaient sur le perron du Musée National, à l'endroit où les tchèques et les pacifistes se tenaient. Un tchèque avec lequel je me trouvais m'a fait remarquer que c'était la première fois que cela se produisait depuis l'invasion russe de 1968. Il était vraiment temps de rentrer !

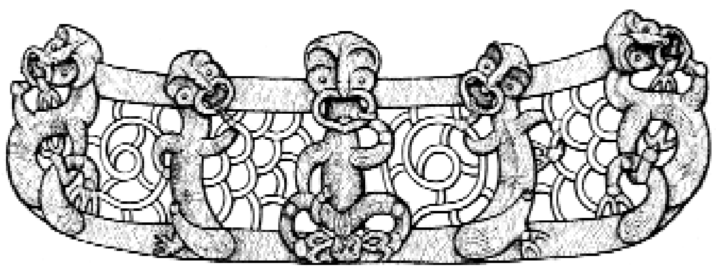
Joe Black
joe.black@pmail.net

Ce récit irlandais est sorti dans la semaine qui a suivi ces événements. Nous avons traduit « *stun grenades* » par *grenades flash*.

1 Le signataire français de ce texte est Alternative Libertaire France. Les autres sont notamment le *Worker solidarity movement* (WSM, Irlande), la Fédération des communistes anarchistes (Italie), l'Organisation révolutionnaire anarchiste Solidarita (Tchéquie), la Fédération des anarcho-communistes du Nord-Est (NEFAC, Etats-Unis et Canada), Bikisha Media Collective & Zabalaza Books (Afrique du Sud) ... Voir AL n°90, octobre 2000

2 « *Donne une chance à la paix* ». Il s'agit d'une chanson de John Lennon de 1971 à propos de la guerre du Vietnâm.

[Texte paru en anglais en trois parties sur a-news les 28 septembre, 3 octobre et 6 octobre 2000 à partir de *Ainriail*, liste de diffusion irlandaise. Il a été traduit par S. et C.C. et



Communiqué de l'Union Emeutière sur les actions directes menées à Nice, le 7 décembre 2000 :

Le jeudi 7 décembre 2000 à Nice, de nombreuses actions furent menées contre des structures capitalistes. Les médias ont procédé avec talent à l'habituelle exploitation des événements, résumant les multiples actes de révolte dont ils furent témoins à une "casse" sans motif et désorganisée.

Membres d'un groupe affinitaire actif lors des manifestations du 7 décembre à Nice contre le Sommet de l'Union Européenne, nous avons participé à plusieurs actions directes contre des bâtiments d'entreprises capitalistes connues. Nous tenons ici même à le revendiquer. Nice étant quasiment en état de siège, nous savions que le sommet en lui-même serait très difficilement accessible (placé sous haute surveillance, il s'est tenu à l'Acropolis, gigantesque bunker protégé par plus de 4000 membres des forces de l'ordre, incluant services secrets, hélicoptères, etc.). Nous avons donc pris le parti de nous attaquer au pouvoir hors des murs de l'Acropolis, pendant la tenue du sommet.

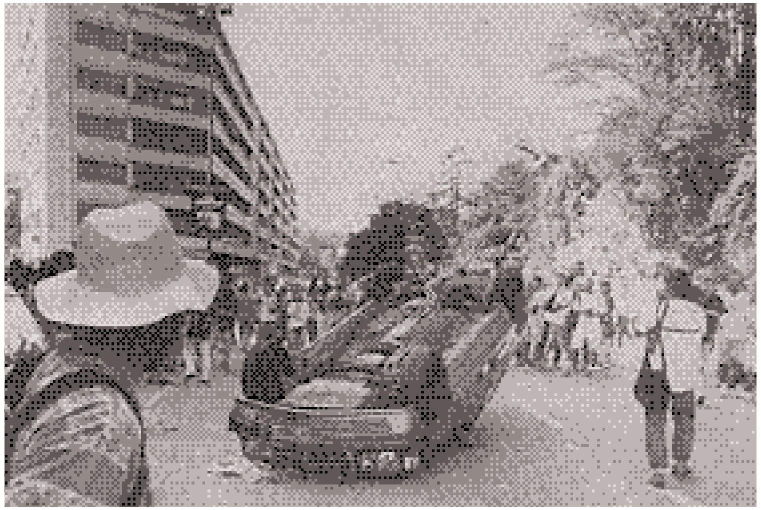
Nous avons participé à la destruction de plusieurs banques, assurances, agences immobilières et concessionnaires automobiles. Autrement dit, nous n'avons attaqué que des lieux qui font partie intégrante de l'oppression capitaliste et de l'antagonisme de classe. Nos actions avaient notamment pour buts de causer des dommages économiques aux entreprises ciblées et de perturber le bon déroulement d'un Sommet Européen censé rencontrer la pleine adhésion de tou-te-s. Cette attitude offensive contre le capital permet une prise directe sur des éléments du système et une expression concrète de notre colère.

Le rôle de toute conférence intergouvernementale est avant tout de permettre la bonne continuation du capitalisme au niveau international, de perfectionner le pouvoir en place et le contrôle social. Nous n'étions pas à Nice pour nous contenter de défiler symboliquement contre la politique de l'Union Européenne, mais dans une démarche révolutionnaire, pour viser à la destruction complète de telles institutions et du capitalisme. Nous voulons un monde sans argent, basé sur l'entraide et l'égalité plutôt que sur le travail et la hiérarchie. Nous ne voulons plus de frontières ni d'Etats. Nous voulons une liberté totale de circulation et d'installation pour toutes et tous. Nous détestons ce monde de politiciens, de bureaucrates, de policiers, de militaires, de banquiers, de marchands, de gardiens de prison, etc. Nous refusons le réformisme qui nous conduirait inévitablement à participer au système que nous rejetons. Nous ne voulons pas partager la gestion de la misère avec les puissants, mais bien l'éradiquer. Nous ne voulons pas prendre le pouvoir, mais le renverser et créer une société organisée horizontalement, sans dominations ni oppressions.

Si l'Organisation Mondiale du Commerce ne sait plus où se rassembler par peur du désordre potentiel que cela causerait dans la ville d'accueil (souvenirs de Seattle et de Prague...), l'idée qu'il en soit de même pour l'Union Européenne ne nous déplaît pas mais reste très loin de nous satisfaire. Cette forme d'activisme est limitée, ponctuelle et dépendante des "grands" de ce monde. Le capitalisme et le patriarcat restent solidement en place et ce ne sont pas quelques entraves à des sommets politico-mondains qui suffiront à le renverser. Nous ne nous faisons aucune illusion à ce sujet. La lutte est quotidienne. Les oppressions de classe, le sexisme, le racisme, etc., n'attendent pas que l'Organisation Mondiale du Commerce ou l'Union Européenne se rassemblent pour s'exprimer. Notre lutte se veut dialectique car elle contient à la fois la révolte contre toutes les formes d'autorité et la création de zones libres et d'expériences autogestionnaires.

Union Emeutière

[Texte paru sur a-news le 12 décembre 2000. On peut les contacter à unionemeutiere @anarchist.com]



De la valeur d'usage des Mercedes à Genève en mai 1998

CASSONS, CASSONS TOUT !

JE NE CONNAIS PAS LE TERME qui a été utilisé à Seattle ou à Prague, mais à Nice ce fut l'habituel « casseurs ». Des médias aux associations ou militants sur place, l'emploi de ce mot à la façon d'un repoussoir les renvoie en fait à leur propre impuissance. Aujourd'hui, ils n'ont plus de cadavre dans la bouche, ils sont eux-même devenus des cadavres. Car ce qui nous paraît clair au quotidien, l'est encore plus lors d'une messe qui réunit différentes chapelles opposées à des bureaucrates FMistes ou bouffons en chef de divers Etats : il s'agit de tout liquider ! A cet égard, casser, brûler, piller ou tout simplement tagger relève du seul programme réaliste concernant ce que nous pensons de ces sommets et du devenir possible de ce monde-là.

ON PEUT BIEN SÛR DISCUTER à propos ce qui se passe *réellement* lors de ces destructions, et notamment du rapport qui se noue entre et à l'intérieur des groupes d'individus engagés sur le chemin de cette praxis, mais tant que la seule existence de ces destructions — sans même parler de participation — sera posée en tant que *problème*, il n'y aura pas de demi-mesure possible. Les joyeux membres de la Fédération anarchiste qui ont, lors de la manif du mercredi après-midi à Nice, exigé physiquement des copains de se démasquer et ont entrepris de les fouiller tout en appelant le service d'ordre à la rescousse font par exemple partie de ces crapules qui érigent l'ordre dominant en horizon indépassable de ce monde. Avec leurs moyens maigrelets, ils défendent comme d'autres le principe de la manifestation (encadrée) pacifique, avec l'unique sens que peut recouvrir ce terme, la perpétuation de la société marchande et autoritaire.

TOUT CASSER, bien entendu, même si les magasins, voitures et autre matériel urbain ne porteront que la marque de l'insatisfaction de nos désirs. Même si le pillage — présent à d'autres occasions — reste aussi bien un signe d'intégration par la consommation que de la rage face à des marchandises rendues inaccessibles au nom de l'argent et du travail salarié qui est censé aller avec.
MÊME SI il faudra bien finir par lier ces atteintes à la propriété privée non pas avec une idéologie quelconque mais avec la vie, celle que nous entendons mener *entièrement* et qui ne saurait se contenter d'attaques contre des seuls intermédiaires, les banques restant des *symboles* du capitalisme comme *Gora ETA* [1] reste l'expression d'une autorité.
MÊME SI il nous faudra brûler *toutes* les prisons comme tuer le flic qui guette en chacun de nous en même temps que raser les murs un peu partout et attaquer des uniformes.
MÊME SI le lien nécessaire entre théorie et pratique, destruction systématique et sabotage organisé, chaleur d'un banque enflammée et passions humaines, ne saurait se réaliser *séparément* et suppose une dialectique spontanée et parfois douloureuse.

TOUT CASSER, dans la mesure où les complicités s'affirment aussi lors de ces occasions, où l'atomisation se brise, ne serait-ce que le temps d'un consensus tacite : l'affrontement nécessaire. Un temps qui ne peut être exclusif de tous les autres mais se trouve là concentré et où le fait de rester, plutôt que de bouger voir ailleurs si les keufs ne s'y trouvent pas, permet l'émergence d'un rapport de force qui fait tant défaut au quotidien. Cela n'empêche pas bien sûr une continuité avec ce que nous étions *avant*, l'existence de groupes affinitaires constituant à ces moments-là un précieux sésame qui multiplie les possibilités.

Ne demandons pas l'impossible, créons-le !

Anne Archie

1 *Vive ETA*, taggé en plusieurs endroits de Nice à côté d'autres slogans nettement plus *passionnants*.

[Texte publié dans *Cette Semaine* n°82, janvier/février 2001, p. 15]

NICE (France), 7 déc (AFP) — Des milliers de militants anti-mondialisation ont réclamé une Europe plus "sociale" jeudi en marge du sommet de l'Union européenne de Nice (sud-est de la France), où des heurts avec des policiers ont fait 24 blessés — dont 23 légers — parmi ces derniers. Quelque 4.000 manifestants ont défilé à Nice, selon la préfecture, les organisateurs les estimant à " plusieurs milliers ", tandis que quelque 1.200 personnes empêchées par les fonctionnaires français de se rendre en France se sont heurtés aux carabiniers italiens à Vintimille (nord-ouest de l'Italie).

A Nice, 24 membres des forces de l'ordre ont été blessés, dont 23 légèrement, jeudi matin, a indiqué la préfecture. Quarante-deux manifestants ont été interpellés et étaient toujours placés en garde-à-vue, jeudi en fin d'après-midi, a-t-on appris de source judiciaire.

Selon la préfecture, certains manifestants étaient " *très déterminés, armés de battes de base-ball, de barres de fer et équipés de bidons d'essence* ". Des " éléments incontrôlés " s'étaient glissés parmi les manifestants, a-t-elle précisé.

Nombreux à manifester, des militants du comité ATTAC (Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens) et d'autres association anti-mondialisation ont fustigé la violence des accrochages, de part et d'autre des barricades.

A l'heure où s'ouvrait, à Acropolis, siège du Sommet européen, la conférence sur l'élargissement de l'Union européenne, les forces de l'ordre ont brusquement donné l'assaut aux manifestants qui se sont dispersés en plusieurs groupes dans les rues adjacentes au palais.

Les manifestants ont alors brisé plusieurs vitrines de magasins — une agence immobilière, une compagnie d'assurances, trois concessionnaires automobiles (Volvo, Jaguar et Toyota) — et ont mis le feu à une succursale de la banque BNP (Banque nationale de Paris). Les pompiers avaient dû intervenir pour éteindre l'incendie.

(...)

Vintimille a aussi été le théâtre de heurts entre les carabiniers et plus d'un millier de manifestants anti-mondialisation italiens bloqués à la frontière avec la France. Après vingt-quatre heures passées à la gare de Vintimille, les manifestants sont repartis, sans avoir pu se rendre à Nice, a constaté l'AFP.

Si, pour les précédents rendez-vous « anti-mondialisation », nous avons choisi de mettre principalement des textes dont nous partagions le point de vue, nous avons choisi pour les actions contre le forum de Davos de reproduire la synthèse faire par *Maloka*. Elle présente en effet l'avantage de montrer la diversité de ce « mouvement », dont la critique sera faite dans la seconde partie de cette brochure. Ainsi, en plus des affrontements de Zürich ou des sabotages, on y trouvera aussi les désormais habituels défilés pacifiques carnavalesques, les « trains gratuits » qui n'arrivent pas — destinés à offrir le spectacle d'une contestation institutionnelle — et le panel des « actions directes non-violentes » comme le fait de s'enchaîner à des bâtiments publics ou de les bloquer.

Une synthèse des actions qui se sont déroulées en Suisse autour de Davos

Les 21 et 22 janvier 2001 était mis en place un centre de convergence à l'espace autogéré des Tanneries de Dijon, dans le but de permettre à divers-es militant-e-s de se rencontrer, de se préparer et de coordonner des actions contre le World Economic Forum (WEF) de Davos. A l'appel de la Coordination Anti-OMC de Suisse (le texte de la plate-forme est disponible sur en ligne à http://under.ch/davos), de nombreuses actions et manifestations étaient en effet prévues pour empêcher la tenue de cette réunion annuelle de puissants, de " maîtres du monde " comme ils se plaisent à se dénommer eux-mêmes. Ce forum très chic a mobilisé le plus impressionnant arsenal policier et militaire qu'ait connu la Suisse depuis les mouvements ouvriers du siècle dernier, et a transformé la petite ville de Davos en véritable forteresse hérissée de barbelés, de blindés et de flics armés jusqu'aux dents ainsi que l'ensemble de la Suisse en véritable zone militaire. La répression de la contestation a été spectaculaire et d'une exceptionnelle intensité, marquant un pas dans la lutte du pouvoir contre la dissidence. Comme à l'habitude, les médias institutionnels ont joyeusement occulté, manipulé et désinformé, préférant la moustache de José Bové en pleine campagne électorale et exotique aux milliers de manifestant-e-s anticapitalistes rassemblés en Suisse et aux frontières. Pour ceux et celles qui n'ont pu suivre les événements, voici donc un condensé (largement non exhaustif) de la multitude de choses qui se sont passées à Davos et alentours du 22 au 30 janvier.

Note : des actions de soutien aux personnes interpellées ont eu lieu dans diverses villes d'Europe. N'hésitez pas à vous organiser et à exprimer votre colère, votre indignation et votre soutien là où vous êtes ! Par ailleurs, un journal mural sur Davos a été réalisé, et n'attend que d'être téléchargé, photocopié et collé. Il est disponible en ligne à http://www.chez.com/maloka/.

Mardi 23 janvier 2001

- un bus parti de Dijon transportant une quinzaine de militant-e-s est refoulé à la frontière suisse, après 7 heures d'immobilisation. Tou-te-s les passager-e-s sont fouillé-e-s nu e s, les documents relatifs à leur identité photocopiés et envoyés au Ministère de l'Intérieur Suisse, leurs numéros de téléphone confisqués. Une passagère, interdite de territoire depuis le 15 janvier suite à sa participation aux manifestations de Prague contre le FMI et la Banque Mondiale en septembre 2000 (vive le fichage international) est séquestrée dans une pièce pendant 6 heures. Un arrêté officiel lui est donné, lui expliquant qu'elle encourt 6 mois de prison et 10 000 francs suisses d'amende si elle tentait d'aller en Suisse du 15 au 31 janvier. Les autres occupant-es du bus se voient signifier une interdiction de territoire durant la durée Forum de Davos (heureusement, cela ne les découragera pas pour autant). La police suisse a communiqué qu'elle disposait d'une liste d'au moins 300 noms de personnes à qui elle interdirait catégoriquement l'accès au territoire.

- un centre de convergence est ouvert depuis plusieurs jours à Zürich à la *Rote Fabrik*, ancien lieu squatté désormais légalisé, géré par nombre d'associations culturelles et politiques. S'y retrouvent pour l'occasion des militant-e-s venu-e-s de Suisse, de France, d'Allemagne, d'Italie, d'Espagne et d'Angleterre.

Mercredi 24 janvier 2001

- des premières actions contre le WEF ont lieu à Zurich : une parade rassemblant une cinquantaine de militant-e-s chaussé-e-s de skis, habillé-e-s en clowns, dansant et chantant dans la rue défile dans le centre de la ville.

- l'accès à Davos est bloqué par des barrages policiers. Personne ne passe, pas même les habitant-e-s de la région qui se font arrêter et fouiller, parfois pendant de longues heures. Un van d'Indymedia est arrêté 5km avant Davos et refoulé, les médias indépendants n'étant pas bien vus autour du Forum. Même sort pour un bus de cuisine allemand (expulsé dans les heures qui suivent) et de nombreux-ses autres. Toutes les personnes essayant de se rendre à Davos sont contrôlées, photographiées et refoulées.

- le second recours contre l'interdiction de manifester à Davos est repoussé par la cour cantonale, qui protège sans surprise la réunion des dirigeants. Le porte-parole du WEF déclare qu'il n'est pas démocratique de venir manifester contre le WEF (qui est quant à lui et comme chacun-e sait, extrêmement démocratique). Rien qu'en annonçant depuis de nombreux mois qu'elle viendrait bloquer le sommet de Davos et s'opposer radicalement à l'existence du WEF, la coordination WOW (*Wipe Out WEF*), a créé une psychose sans précédent en suisse. Des sommes énormes sont mises en jeu pour assurer la sécurité du sommet, depuis des semaines les journaux parlent plus de la police et des manifestations à venir que du contenu du forum. En conséquence, le WEF et la police suisse font quelques faux pas médiatiques en cherchant à se justifier.

Jeudi 25 janvier 2001

- dans le Jura suisse, une manifestation anti-Davos est organisée pour protester avec humour contre l'envoi de 5 policiers du Jura suisse à Davos sous le slogan " *pas de poulets jurassiens à Davos* ". Les manifestant-e-s en profitent pour enchaîner la porte de la gendarmerie !

- deux actions directes sont menées pour empêcher l'arrivée des délégués du WEF à Davos en début d'après-midi. Des autonomes mènent quelques actions éclairs de barrages routiers dans Zürich. Un groupe de militant-e-s effectue un cours blocage sur la route qui conduit à l'aéroport depuis Zürich, pendant qu'un convoi de voitures roulant à 20km sur l'autoroute bloque pendant une heure et demie le seul axe routier menant à Davos, largement emprunté par les Limousines des délégués, avant l'intervention musclée des flics arrivés par voiture et par hélicoptère. Quatre voitures sont arrêtées, les passagers embarqués. Un conducteur est menotté et projeté à terre après que des flics l'aient menacé avec un revolver et brisé la vitre de sa voiture. Les personnes sont relâchées après 3 heures de détention, contre trois cautions de 1000 francs suisses (environ 4500 francs français) et doivent en outre payer une dépanneuse pour récupérer la voiture endommagée par les flics.

- deux caméras vidéo de surveillance sont découvertes devant le Centre Social autogéré " *Il Molino* " à Lugano, et sont aussitôt détruites par des militant-e-s. La police arrive immédiatement et encercle le lieu, remplaçant leurs caméras de surveillance sabotées par un contrôle de toute personne entrant ou sortant du bâtiment.

- une quarantaine d'activistes du WOW (*Wipe Out WEF*) entre dans les locaux du siège gouvernemental du Tessin à Bellinzone, pour protester contre les pratiques de la police cet après-midi et contre les mesures répressives mises en place sur l'ensemble du territoire helvétique.

- en fin de journée, le van d'*Indymedia* est finalement autorisé à rejoindre Davos (après intervention d'un avocat). Des webcams y sont installées. Par la suite, le van d'*Indymedia* sera très régulièrement perquisitionné, des journalistes seront arrêtés puis relâchés, du matériel détérioré.

Vendredi 26 janvier 2001

- une troupe de théâtre de rue (quatre hommes et une femme) est violemment refoulée de Davos le matin, après fouille et détention d'une heure. Sur place, la police incite les habitant-e-s à dénoncer toute personne " louche " ou tout journaliste non-accrédité. Dans les semaines précédant le sommet, le personnel des hôtels a suivi des entraînements par la police afin de pouvoir participer à la répression des anti-Davos.



- en début d'après-midi, une cinquantaine de personnes occupe le siège de l'USB (*Union de Banques Suisses*, troisième groupe bancaire du pays) à Lugano et y déploie une banderole pour appeler à la manifestation de Davos le samedi 27 janvier.

- à Lausanne, 80 personnes occupent également les locaux de l'USB pour protester contre la militarisation autour de Davos et la criminalisation du mouvement anti-WEF. Une banderole est déployée sur le bâtiment pour sensibiliser les passant-e-s sur ce qui s'est passé ces derniers jours, en particulier la " répression préventive " contre tou-te-s celles et ceux qui cherchent à entrer en Suisse pour manifester contre le WEF.

- à Zürich, une action de sabotage au concentré de boule-puante a lieu dans un supermarché *Globus* (supermagasin pour riches au cœur de Zürich) et a pour effet de vider quelques étages de leurs clients. Plusieurs personnes jettent des tracts en allemand devant le supermarché avec comme slogan : " *Davos est inaccessible — le capitalisme est partout — sabotage !* ". Un peu plus tard, un communiqué est diffusé : " *A Davos, il devait y avoir une réunion de " global leaders " décidant de notre avenir dans la transparence. Cette réunion se tient en fait dans un camp militaire retranché duquel même la citoyenneté la plus inoffensive est bannie. Nous nous sommes attaqués aujourd'hui au centre commercial de la société Globus à Zürich parce qu'elle représente ce monde factice qu'on nous vend chaque jour et qui est pérennisé une fois l'an à Davos. Jusqu'à quand ? Nous encourageons la population à saboter de quelque manière que ce soit tout ce qui l'enferme et l'aliène. Nous ne crèverons pas pour le profit maximal de quelques-uns. Signé : les putois anticapitalistes* ".

- tout au long de la journée, de nombreux-ses manifestant-e-s " indésirables " sont refoulé-e-s, certain-e-s figurant sur la fameuse " liste noire " de 300 noms. A 18h, les cars et voitures du *Global Action Bus* transportant une centaine de militant-e-s italien-ne-s (les " *Tutte Bianchi* ") sont bloqués à la frontière, attendu-e-s par 150 flics et carabiniers. Comme à Prague et à Nice, les manifestant-e-s italien-ne-s ne sont pas les bienvenu-e-s. Après de veines tentatives de négociation, les manifestant-e-s essayent à plusieurs reprises de traverser la frontière les mains levées et se font charger par les flics. Les " invisibles " décident alors d'occuper de façon permanente le poste de frontière de Chiasso, et appellent au blocage de la frontière, où ils-elles vont passer la nuit. Dans l'après-midi, des militant-e-s de Suisse francophone ont bloqué un poste frontière en solidarité avec les italien-ne-s.

- la compagnie des chemins de fer rhétiques et la police ont décidé de suspendre tous les trains pour Davos dans la journée du samedi 27.

Samedi 27 janvier 2001

- à 7h, 200 activistes (suisses, français-es, allemand-e-s, espagnol-e-s, anglais-es) investissent le hall du siège de l'OMC à Genève, pissent et

taguent sur les murs (" *We are pissed of by the WTO so we piss on the WTO* "). La façade est repeinte avec le slogan " *Assassins, Moore aux tyrans* " (Mike Moore est le président le l'OMC). Les militant-e-s font une déclaration sur le rôle de l'OMC et ses conséquences ainsi que sur les discussions au sein du Forum de Davos visant à reprendre les négociations de l'OMC avortées à Seattle le 30 novembre 1999.

- partis de Lugano, les 17 cars de la " *Caravane du peuple de Seattle* " sont en route pour Davos, rejoints par d'autres autocars en provenance de Genève, de Basilea et d'ailleurs. La route en direction de Davos est bloquée dans les deux sens et survolée par un hélicoptère. Environ 600 manifestant-e-s descendent des cars avec banderoles et sound-system et bloquent complètement l'autoroute, causant un bouchon de plus de 15 kilomètres. Les flics chargent, lancent des lacrymos et tirent des balles en caoutchouc. Après deux heures de négociations, les manifestant-e-s obtiennent la possibilité de retourner à Zürich contre la libération de l'autoroute.

- au même moment, la route nationale est bloquée par environ 200 manifestant-e-s, qui se font également charger par les flics à plusieurs reprises avant de rebrousser chemin.

- environ 500 manifestant-e-s sont bloqué-e-s dans un train à 50km de Davos, à la gare de Landquart, transformée en un véritable centre de rétention pour l'occasion : flics, blindés, barbelés tous azimuts… Les manifestant-e-s descendent sur les quais et bloquent toutes les voies, demandant un train pour Davos. Face au refus prévisible de la police, les manifestant e-s exigent un train pour retourner sur Zürich. Nouveau refus de la police. Les manifestant-e-s tentent alors de rejoindre leurs camarades bloqué-e-s sur l'autoroute, à quelques kilomètres de là, en coupant à travers les champs clôturés de barbelés. La police les attaque aussitôt à coups de balles en caoutchouc et de gaz. Les manifestant-e-s ripostent à coups de pierres et de bûches, abondantes dans la campagne suisse. 15 minutes plus tard, un train est finalement affrété pour Zürich. Arrivé-e-s au niveau du blocage de l'autoroute, des militant-e-s arrêtent le train pour soutenir les autres manifestant-e-s. Quelques un-e-s rejoignent l'autre cortège, et le train repart, pour finalement arriver à Zürich.

- au poste frontière de Chiasso, la police italienne repousse au canon à eau les activistes bloqué-e-s depuis vendredi après-midi, blessant un militant. Dans l'impossibilité de passer la frontière, les manifestant-e-s se dirigent vers la ville de Côme aux alentours de 12h. En tout, à peine une dizaine d'Italien-ne s a pu entrer en Suisse, pour 250 refoulé-e-s.

- le réseau de communication téléphonique *Swisscomm* est victime d'un sabotage visant à perturber le bon déroulement du Forum de Davos. Les câbles du réseau sont coupés par le collectif " *Sand in the Wheels* ".



- 14h : à Davos même, 400 manifestant-e-s sont parvenu-e-s à franchir les barrages policiers et avancent vers le centre ou se tient le Forum, sous une neige battante, par - 10°C et malgré l'interdiction de manifester. La présence policière est impressionnante. A 500 mètres du centre, les flics ont dressé des grilles, gardées par un canon à eau, qui tire sur les manifestant-e-s qui refusent de se disperser (Note : les flics prévoyaient d'utiliser des lances à purin, mais les fermiers locaux ont refusé de les fournir en matière première !). Très vite, les manifestant-e-s sont reconduit-e-s à la gare par la police et doivent repartir pour Zürich.

- simultanément à Berne, environ 150/200 personnes manifestent et bloquent la circulation en s'asseyant sur un des ponts qui enjambe l'Aar. Des militant-e-s jettent des pierres et des bouteilles sur les flics présents et leurs véhicules. La manifestation est improvisée par la Coordination Anti-OMC suite à la décision prise hier par la compagnie (privée) des Chemins de fer rhétiques de supprimer le trafic ferroviaire vers Davos. Deux personnes se font embarquer par les flics.

- tous les différents cortèges sont repartis pour Zürich, où un nouveau rendez-vous a été fixé. Le train bloqué à Landquart arrive à Zürich vers 17h15, mais s'arrête avant la gare centrale et refuse d'emmener les manifestant-e-s plus loin. Un cortège rythmé par une « battucada » révolutionnaire se met alors en marche vers le centre de Zürich, mais est systématiquement attaqué par les flics à l'approche du centre-ville. Sur le chemin, des chantiers fournissent aux manifestant-e-s des barres de fer et autres projectiles. Il y a un parfum d'émeute dans l'air. Les vitrines de banques, de multinationales et les voitures de luxe jonchant le parcours sont méthodiquement détruites. Rassemblés sur une place, les autres cortèges se font également agresser par la police. A 19h, les différents groupes de manifestant-e-s parviennent finalement à se rejoindre à la gare centrale autour du camion sono qui envoie des kilowatts de techno-jungle anticapitaliste sur la ville. La gare est encerclée par les flics. Ultra violents, ceux-ci chargent à la moindre pause de la manifestation, pour d'empêcher à tout prix la foule de se rendre jusqu'au précieux centre-ville de Zürich (cible que se donnent chaque année les autonomes zurichois lors des manifs du 1er mai). A plusieurs reprises, les manifestant-e-s tentent d'installer le camion sono à un endroit pour faire une " Radical Rave ", mais les attaques systématiques de la police les en empêchent. Les affrontements entre flics et manifestant-e-s continuent de plus belle. Le camion sono anime la manif pendant que des barricades s'élèvent et qu'un train servant de rempart à des policiers vole en éclats. Des voitures et des poubelles sont en feu, des pierres et des pavés répondent aux gaz lacrymogènes, canons à eau et balles en caoutchouc tirées en continu, à hauteur de tête. Plusieurs personnes sont blessées, notamment au visage, et doivent être emmenées à l'hôpital. Pendant 2 heures, les combats font rage.

- les flics parviennent à arrêter une cinquantaine de personnes, dont les 6 individus s'occupant de la sono, qui est endommagée par la même occasion. Montées dans un tramway pour rejoindre la *Rote Fabrik* (centre de convergence), quelques 80 autres personnes sont arbitrairement arrêtées et menottées par la police qui stoppe le wagon. En tout, 121 personnes de nationalités diverses sont interpellées, sans aucun flagrant délit, mais cependant accusées de " *participation à une manifestation interdite* ".

- 6 manifestants doivent être transportés à l'hôpital. Un passant est sérieusement blessé à l'œil, un autre homme hospitalisé à cause d'une commotion et d'un œil gonflé, un autre encore gravement coupé à la jambe (à une artère) et ayant perdu beaucoup de sang. Un homme a plusieurs coupures sur le visage après avoir reçu des balles en caoutchouc en pleine figure, d'autres ont des blessures causées par des flics sectionnant sans ménagement leurs menottes plastiques ou ont été salement matraqués par des policiers. Par ailleurs, 3 policiers auraient été blessés pendant les affrontements.

- la manifestation est finalement et définitivement dispersée par les flics vers 23h. L'accès à la *Rote Fabrik* est menacé toute la nuit par la police, et des groupes fascistes traînent aux alentours, à l'affût de militant-e-s isolé-e-s.

Dimanche 28 janvier 2001

- la situation reste tendue à Zürich. Les flics sont partout, et seulement 28 manifestant-e-s ont été libéré-e-s. Aucune nouvelle de tous les autres, la police restant totalement opaque à ce sujet.

- 4 personnes sont toujours hospitalisées suite aux agressions de la police samedi soir.

- la presse suisse fait ses gros titres des événements de Davos et Zürich. Cependant, on y trouve d'inhabituelles condamnations de la présence policière, et plus généralement une indignation face au couvre-feu militaire qu'a connu la Suisse en cette semaine un peu particulière. Politiciens de gauche et journalistes sont d'accord pour dire que c'était " *un peu trop* ", et semblent ainsi exceptionnellement épargner quelque peu les manifestant-e-s radicaux et radicales de leur habituel vomi. Quelques titres : " *la police comme dans une dictature* " (dans *Sonntagsblick*, le journal de droite zurichois !), " *l'esprit de Davos a étouffé dans les gaz lacrymogènes* ", " *la police a empiété sur les droits fondamentaux* " (dans *Sonntagszeitung*), ainsi que " *les anti-Davos ont gagné. Malgré la police* " (dans *Dimanche.ch*). Contrairement a ce qui s'est passé pour Nice, on ne met pas l'accent sur d'irresponsables casseurs et casseuses, mais bel et bien sur l'enjeu politique de ces manifestations.

Lundi 29 janvier 2001

- à Lausanne vers 16h, 30 à 40 personnes se réunissent devant un McDonald's auquel est accrochée une banderole et dont l'entrée est bloquée pendant environ 20 minutes, pour réclamer la suppression du Forum Economique Mondial et la libération de tou-te-s les personnes détenues suite aux manifestations de Zürich. Des tracts sont distribués aux passant-e-s. L'action est organisée par la Coordination Anti-OMC Lôzanne.

- environ 200 personnes manifestent à Genève pour protester contre la répression par les autorités suisses des opposant-e-s au WEF, puis occupent le siège du *Département de justice et police de Genève* et réclament que les autorités rendent public le lieu de détention des personnes arrêtées et leur libération. Après avoir appris par le bureau anti-répression de WOW à Zurich que ces personnes se trouvaient bien encore à Zürich et que leur libération était annoncée pour ce soir, les manifestant-e-s quittent les lieux.

- alors que tou-te-s les militant-e-s suisses ont été libéré-e-s, il reste au moins une cinquantaine de personnes retenues par les autorités, toutes de nationalité étrangère, bien que quasiment aucune information ne soit disponible à leur sujet. Contrairement à ce qui avait été déclaré, elles n'ont pas été libérées lundi soir, et risquent d'être expulsées du territoire mardi. Certains individus sortant de garde-à-vue témoignent de " torture blanche " : musique techno et radio à fort volume la nuit pour empêcher les prisonnier-e-s de dormir, refus des flics de donner du papier WC, entre autres pressions physiques et psychologiques.

Mardi 30 janvier 2001

- les dernier-e-s détenu-e-s sont finalement relâché-e-s vers 11h, raccompagné-es à la frontière et expulsés du territoire, après plus de 70 heures d'emprisonnement. Seule une québécoise n'est pas libérée, la police suisse voulant l'expulser directement au Canada. Quelques personnes se mobilisent et envoient des fax de protestation. Elle est enfin relâchée dans la soirée.

Ailleurs qu'en Suisse, de nombreuses actions de soutien ont également eu lieu :

Outre un concert de soutien, des militant-e-s grenoblois-es ont organisé diverses actions théâtrales autour de Davos, comme la Tantatélé, animation ayant sévi en plein centre ville de Grenoble entre le 20 janvier et la date fatidique de mobilisation. Il s'agissait d'une tente dans laquelle les passant-e-s pouvaient visionner des documentaires et boire du thé. Cette tente était un pseudo Office de tourisme (petits drapeaux suisses, enseigne " *Office de tourisme de Davos* ") mais lorsque l'on s'approchait, on constatait des drapeaux *Adieu Davos*, un cercueil confectionné pour l'enterrement du capitalisme contenant des documents sur le kapitalisme et le néolibéralisme. Il était également possible d'y faire une pêche à la ligne dans une cuve de mazout et de participer à d'autres amusements.

Vendredi 26 janvier 2001, une action de théâtre de rue pour appeler aux manifestations de Davos a eu lieu sur le marché de Foix, en France. A 17h, c'est à Toulouse qu'une manifestation rassemblant une trentaine de personnes a eu lieu pour dénoncer la répression de

la SNCF à l'encontre des opérations trains-gratuits menées au moment de Nice les 6, 7 et 8 décembre 2000 et appeler à aller manifester à Davos contre le WEF. Les manifestant-e-s ont fait une déambulation silencieuse et théâtrale dans la gare, mimant la répression subie à l'occasion de Nice. Une centaine d'affiche fut collée dans la gare et 2000 tracts " *bienvenue à la SNCF* " sur Nice et Davos distribués.

Samedi 27 janvier 2001 s'est tenu une action de théâtre de rue visant à informer les passant e s sur le Forum de Davos et ses méfaits sur le marché de St-Girons, en Ariège, France. A St-Etienne, environ 150 personnes se sont rassemblées sur une place du centre-ville derrière une banderole "*contre le capitalisme et ses institutions*", distribuant des tracts dans une ambiance festive. La manifestation s'est poursuivie au squat autogéré IZMIR, où fut organisé un apéro avec diverses informations sur Davos et des projections vidéos sur des luttes anticapitalistes. Au Brésil également, en marge du Forum Social Mondial de Porte Alegre, s'est déroulé une manifestation en solidarité avec les opposant-e-s au WEF de Davos. Le cortège s'est rendu en particulier devant les locaux de la VARIG, une entreprise de Rio Grande présente au forum économique, sans oublier un passage obligé devant les McDonald's et les banques. Enfin, entre 5000 et 7000 manifestant-e-s ont défilé dans les rues de Madrid à l'appel du *Movimiento de resistencia global*, en solidarité avec les manifestant-e-s de Davos et pour dénoncer les nouvelles lois anti-immigration mises en place en Espagne. La manifestation s'est déroulée sous haute surveillance policière, les forces de l'ordre contrôlant à tour de bras dès la sortie des stations de Métro et une cinquantaine de véhicules se tenant à proximité du cortège. Quelques incidents et actions de désobéissance par les " *white monkeys* " ont ponctué cette manifestation qui s'est terminé en grosse fête de rue.

Lundi 29 janvier 2001, le consulat de Suisse à Lyon a été occupé par un groupe d'une trentaine de personnes vers 15h pour demander la libération immédiate de toutes les personnes interpellées lors des émeutes de samedi à Zürich et dénoncer la violente répression dont font l'objet les opposant-e-s au WEF. Une banderole a été déployée devant le bâtiment, sur laquelle on pouvait lire : " *Hiver 2001 : Chaos à Davos — Pas de forum pour les tyrans — Luge des classes contre le Forum Economique Mondial* " et des tracts distribués. Après deux heures de palabres avec les personnes du consulat, peu conciliantes, les murs ont été tagués, recouverts de quelques slogans anticapitalistes et anti-WEF. Par la suite, des communiqués ont été envoyés au Ministère de l'Intérieur suisse ainsi qu'à l'ambassade suisse à Paris.

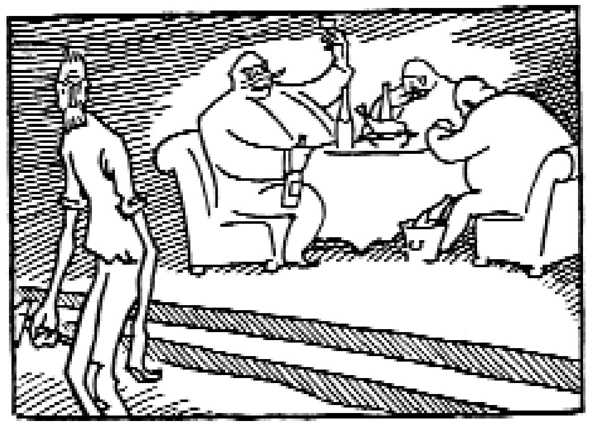
Le Centre social occupé autogéré *Forte Prenestino* (http://www.forteprenestino.net) a appellé à un sit-in devant l'ambassade de Suisse à Rome, mardi 30 janvier, pour protester contre la répression des manifestations de Zurich et contre le bouclage des frontières dont ses militant-e-s ont été particulièrement les cibles.

Mercredi 31 janvier 2001 au matin, une action de protestation contre la répression des anti-WEF par le gouvernement suisse s'est déroulée à Helsinki, en Finlande. A l'appel de *Friends of the Earth* et *Ya Basta*, un groupe de militant-e-s finlandais-es a chanté des slogans devant l'ambassade de Suisse et remis un message de protestation à l'ambassadeur, appelant le gouvernement suisse à enquêter sur l'attitude de la police lors des manifestations anti-WEF.

A Berne, un appel à manifester contre l'Etat policier a été lancé. Le rendez-vous est fixé le 3 février 2001 à 14 heures, près de la gare de Berne.

Ce compte-rendu des événements de contestation du World Economic Forum provient notamment de nombreuses brèves et articles publié-e-s sur Internet par *Hacktivist News Service* (http://www.samizdat.net/infos/hns/davos_palegre2001) et *Indymedia* (http://france.indymedia.org & http://davos.indymedia.org). Pour plus d'infos sur le WEF et sa contestation, consulter également le site de la *Coordination Anti-OMC* : http://under.ch/davos.

[Cette synthèse a été rédigée et diffusée par le rézô Maloka de Dijon le 1er février 2000 sur a-news].



Depuis quelques années, un « mouvement anti-mondialisation » semble faire son apparition. Il apparaît régulièrement lors de grandes journées d'action comme à Seattle en 1999 ou à Prague en 2000 et tout au long de l'année avec le lobbying d'associations comme ATTAC ou avec les écologistes partisans de l'action directe non-violente qui mènent des campagnes contre telle ou telle multinationale (McDonald's, Shell,...). Si les uns vantent certains aspects du capitalisme — productif plutôt que financier, national plutôt que mondial, certifié ISO plutôt que pollueur, exploiteur des adultes plutôt que des enfants... — alors qu'il est tout à la fois, d'autres comme les Black Bloc profitent de ces fêtes urbaines pour pratiquer l'action directe contre la propriété ou les forces armées de l'Etat et du Capital.

Il nous a semblé utile de rassembler des textes sur ces attaques contre le capitalisme, qui est à abattre pas uniquement en tant que système de production ou d'exploitation mais en tant que système régissant la *totalité* de la vie sur terre, mais aussi d'utiliser l'arme de la critique sur ces formes de luttes « anti-capitalistes », autant sur le discours que sur la pratique activiste qu'elles portent souvent en elles.

Nous avons donc réuni et traduit pour cette brochure des textes concernant les différentes manifestations de ce « mouvement » ainsi que des réflexions provenant d'anarchistes mais aussi de communistes-conseillistes. Pour notre part, il va de soi que la destruction totale du système capitaliste ne pourra alors se passer d'affrontements violents, mais aussi qu'il s'agit aujourd'hui de ne pas se leurrer sur le spectacle de la contestation et que ces formes de luttes ponctuelles et radicales n'ont pas grand sens si elles ne plongent leurs racines dans une lutte quotidienne tant collective qu'individuelle.